



Synthèse des résultats de la procédure de consultation

sur le rapport et l'avant-projet

relatifs aux adaptations de la loi fédérale sur les étrangers (LEtr)
(Normes procédurales et systèmes d'information)

Berne, le 18 novembre 2016

Table des matières

1	Introduction.....	4
---	-------------------	---

1.1	Participants.....	4
1.2	Règles d'analyse	6
2	Vue d'ensemble des résultats de la consultation dans les domaines des étrangers et de l'asile... 7	
2.1	Appréciation générale de l'avant-projet	7
2.2	Prise de position sur la présente révision	7
2.3	Rejet de la présente révision.....	8
2.4	Renonciation à prendre position sur la présente révision	8
3	Appréciation détaillée des dispositions par thème.....	9
3.1	Procédure d'approbation (art. 99 P-LEtr).....	9
3.2	Protection des victimes exerçant la prostitution	10
3.2.1	Appréciation générale	10
3.2.2	Art. 30, al. 1, let. d et e ^{bis} P-LEtr.....	11
3.2.3	Art. 60, al. 2, let. b, P-LEtr.....	13
3.3	Elargissement du cercle des bénéficiaires de l'aide au retour (art. 60, al. 2, let. c, P-LEtr)..	13
3.4	Qualité des mesures d'intégration (art. 57a P-LEtr)	14
3.5	Frais liés au séjour en Suisse des travailleurs détachés	17
3.5.1	Appréciation générale	17
3.5.2	Art. 22, al. 2 à 4, P-LEtr	18
3.5.3	Art. 2a P-LDét	19
3.6	Mesures visant à renforcer l'applicabilité de l'interdiction faite aux réfugiés reconnus de se rendre dans leur pays d'origine ou de provenance	19
3.6.1	Appréciation générale	19
3.6.2	Art. 59a, al. 1 et al. 2, P-LEtr	20
3.6.3	Art. 63, al. 1 ^{bis} , 2 ^{ème} phrase, et al. 2, let. b, P-LAsi	21
3.7	Adaptations en raison de la directive sur le retour.....	22
3.7.1	Appréciation générale	22
3.7.2	Art. 64d, al. 3, P-LEtr.....	22
3.7.3	Art. 81, al. 2, P-LEtr.....	23
3.7.4	Art. 115, al. 4, P-LEtr.....	24
3.8	Délégation de la compétence décisionnelle aux organes cantonaux ou fédéraux chargés du contrôle à la frontière en cas de refus d'entrée et de renvoi à la frontière extérieure Schengen (art. 65, al. 2 et 2 ^{bis} , P-LEtr)	26
3.9	Prononcé de la mise en détention Dublin (art. 80a, al. 1, let. a, P-LEtr).....	28
3.10	Nouveau système d'information destiné au soutien au retour (art. 109f à 109j P-LEtr).....	28
3.11	Accès élargis au système central d'information sur les visas Schengen et à ORBIS (art. 109a, al. 2, let. d, et 109c, let. e, P-LEtr)	30
3.12	Accès de Fedpol au système ISR (art. 111, al. 5, let. f, P-LEtr)	31

3.13	Accès en ligne de Fedpol au système API et élargissement, sur demande des autorités concernées, de l'obligation des entreprises de transport aérien de communiquer des données personnelles pour certains vols.....	31
3.14	Vidéosurveillance (art. 102f P-LAsi).....	32
3.15	Introduction de données sensibles numérisées dans SYMIC.....	33
3.16	Communication de données aux autorités migratoires.....	33
3.16.1	Appréciation générale	33
3.16.2	Art. 97, al. 3, let. f, P-LEtr.....	34
3.16.3	Art. 50a, al. 1, let. e, ch. 8, P-LAVS.....	34
3.17	Autres remarques.....	35
3.17.1	Conséquences financières	35
3.17.2	Ausschaffungsinitiative.....	36
3.17.3	Art. 64c LEtr	36
3.17.4	Art. 74 LEtr.....	36
3.17.5	Art. 9 LDEA.....	36
3.17.6	Anpassungen und Neuschaffung von Informationssystemen.....	36
3.17.7	Menschen mit Behinderungen (STN Inclusion Handicap)	36
3.17.8	Art. 50 LEtr.....	37
3.17.9	Art. 109a, al. 3, let. d LEtr	37

1 Introduction

La procédure de consultation relative à l'adaptation de la loi fédérale sur les étrangers (Normes procédurales et systèmes d'information) s'est déroulée du 22 juin au 13 octobre 2016. Sur les 95 envois, 68 prises de position ont été remises au SEM.

1.1 Participants

Cantons et conférences gouvernementales	
CCCC (en allemand <i>KKAK</i>)	Conférence des caisses cantonales de compensation
CdC (en allemand <i>KdK</i>)	Conférence des gouvernements cantonaux
CCDJP (en allemand <i>KKJPD</i>)	Conférence des directrices et directeurs des départements cantonaux de justice et police
AG	Canton d'Argovie, Conseil d'État
AI	Canton d'Appenzell Rhodes-Intérieures, Conseil d'État
AR	Canton d'Appenzell Rhodes-Extérieures, Conseil d'État
BE	Canton de Berne, Conseil d'État
BL	Canton de Bâle-Campagne, Conseil d'État
BS	Canton de Bâle-Ville, Conseil d'État
FR	État de Fribourg, Conseil d'État
GE	République et canton de Genève, Conseil d'État
GL	Canton de Glaris, Conseil d'État
GR	Canton des Grisons, Conseil d'État
JU	République et canton du Jura, Gouvernement
LU	Canton de Lucerne, Conseil d'État
NE	République et canton de Neuchâtel, Conseil d'État
NW	Canton de Nidwald, Conseil d'État
OW	Canton d'Obwald, Conseil d'État
SG	Canton de Saint-Gall, Conseil d'État
SH	Canton de Schaffhouse, Conseil d'État
SO	Canton de Soleure, Conseil d'État
SZ	Canton de Schwyz, Conseil d'État
TG	Canton de Thurgovie, Conseil d'État
TI	République et canton du Tessin, Conseil d'État
UR	Canton d'Uri, Conseil d'État
VD	Canton de Vaud, Conseil d'État
VS	Canton du Valais, Conseil d'État

ZG	Canton de Zoug, Conseil d'État
ZH	Canton de Zurich, Conseil d'État

Partis politiques de l'Assemblée fédérale

PES (en allemand <i>GPS</i>)	Parti écologiste suisse
PDC (en allemand <i>CVP</i>)	Parti démocrate-chrétien
PLR (en allemand <i>FDP</i>)	PLR. Les Libéraux-Radicaux
PSS (en allemand <i>SPS</i>)	Parti socialiste suisse
UDC (en allemand <i>SVP</i>)	Union démocratique du centre

Autres milieux intéressés

ASCO	Association suisse des cafés-concerts, cabarets, dancings et discothèques
AveS	Avenir social
Caritas	Caritas Suisse
CP	Centre patronal
CRS	Croix-Rouge suisse
CSP	Centres sociaux protestants
DG	Digitale Gesellschaft
FPS (en allemand <i>EFES</i>)	Femmes protestantes en Suisse
CFM (en allemand <i>EKM</i>)	Commission fédérale pour les questions de migration
FER	Fédération des entreprises romandes
FIZ	Centre d'assistance aux migrantes et aux victimes de la traite des femmes
FSA	Fédération suisse des avocats
FZZ	Frauenzentrale Zürich
GRo	Commune de Romanshorn
droitsfondamentaux.ch (en allemand <i>grundrechte.ch</i>)	Association droitsfondamentaux.ch
EPER (en allemand <i>HEKS</i>)	Entraide protestante suisse
Inclusion Handicap	Association faîtière des organisations suisses de personnes handicapées
CDI (en allemand <i>KID</i>)	Conférence suisse des délégués cantonaux, communaux et régionaux à l'intégration
MD	MayDay et Primis
ODAGE	Ordre des avocats de Genève

OIM	Bureau de coordination de l'Organisation internationale pour les migrations à Berne
Opération Libero (en allemand <i>Operation Libero</i>)	Association Opération Libero
UPS (en allemand <i>SAV</i>)	Union patronale suisse
USP (en allemand <i>SBV</i>)	Union suisse des paysans
OSAR (en allemand <i>SFH</i>)	Organisation suisse d'aide aux réfugiés
USS (en allemand <i>SGB</i>)	Union syndicale suisse
USAM (en allemand <i>sgv</i>)	Union suisse des arts et métiers
CSDE (en allemand <i>SKG</i>)	Conférence suisse des délégué-e-s à l'égalité entre femmes et hommes
SOSF	Solidarité sans frontières
UVS (en allemand <i>SSV</i>)	Union des villes suisses
suissetec	Association suisse et liechtensteinoise de la technique du bâtiment
ASMOJ (en allemand <i>SVR</i>)	Association suisse des magistrats de l'ordre judiciaire
HCR (en allemand <i>UNHCR</i>)	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, bureau de liaison pour la Suisse et le Liechtenstein
ASM (en allemand <i>VKM</i>)	Association des services cantonaux de migration

1.2 Règles d'analyse

Le participant qui accepte le présent projet de manière générale est considéré comme acceptant toutes les dispositions sous réserve de celles qu'il rejette de manière explicite.

Le participant qui rejette le présent projet de manière générale est considéré comme rejetant toutes les dispositions sous réserve de celles qu'il accepte de manière explicite.

Le participant qui ne se prononce pas sur l'ensemble du projet mais uniquement sur certaines dispositions spécifiques est considéré comme prenant position uniquement sur ces dispositions. Il ne peut être automatiquement considéré comme approuvant ou refusant les dispositions sur lesquelles il ne se prononce pas.

Lorsqu'un thème comprend plusieurs dispositions, sont inscrits sous « Approbation générale » (*Allgemeine Zustimmung* en allemand) les participants acceptant toutes les dispositions ou sous « Refus général » (*Allgemeine Ablehnung* en allemand) les participants rejetant toutes les dispositions. Lorsqu'un participant ne prend pas position sur toutes les dispositions d'un thème, sa position est inscrite sous la disposition correspondante.

2 Vue d'ensemble des résultats de la consultation dans les domaines des étrangers et de l'asile

2.1 Appréciation générale de l'avant-projet

Tous les cantons, cinq partis politiques, trois conférences gouvernementales et 34 participants issus des milieux intéressés et des associations faitières ont répondu à la consultation. Un participant (UDC) a rejeté l'ensemble du projet tandis que 2 participants (GR et ASM) ont renoncé à prendre position.

L'objectif des différentes modifications projetées est d'adapter la LEtr aux récents développements liés, notamment, à l'évolution de la jurisprudence et à des décisions du Conseil fédéral.

La grande majorité des participants approuvent les modifications proposées. Cependant, la disposition relative à la qualité des mesures d'intégration (art. 57a P-LEtr ; point 3.4) et celles relatives aux mesures visant à renforcer l'applicabilité de l'interdiction faite aux réfugiés reconnus de se rendre dans leur pays d'origine ou de provenance (art. 59a P-LEtr et 63 P-LAsi ; point 3.6) sont largement controversées.

Certains participants (p. ex. PLR, PES, FER, FSA, ODAGE, SOSF) critiquent le présent projet sur sa forme, à savoir qu'il s'agit d'un paquet législatif où de nombreux thèmes sont insérés sans avoir de lien les uns avec les autres.

2.2 Prise de position sur la présente révision

CANTONS

AI (sur le fond), **AR** (orientation générale), **BE** (en majorité), **BS** (orientation générale), **GE** (d'une manière générale), **JU** (en majorité), **LU** (en grande majorité), **NW** (en principe), **OW** (en principe), **SG** (sur le fond), **SH** (en principe), **TI** (hormis les objections soulevées sur certains points) et **VS** (sous réserve de l'art. 57a P-LEtr) sont favorables aux modifications proposées.

FR, GL, NE, SZ, TG, UR, VD, ZG et **ZH** se sont uniquement prononcés sur une partie des dispositions.

PARTIS

Le **PDC** et le **PLR** approuvent, sur le fond, l'orientation générale des modifications de la LEtr.

Le **PES** et le **PSS** ne s'expriment que sur certains points.

AUTRES PARTICIPANTS

La **CCDJP** (sur le fond), l'**USP** (sur le fond) et l'**UVS** (en grande partie) sont favorables aux modifications proposées dans le domaine des étrangers et de l'asile.

ASCO, AveS, Caritas, CP, CRS, CSP, DG, FPS, CFM, FER, FIZ, FSA, FZZ, GRo, droitsfondamentaux.ch, EPER, Inclusion Handicap, CdC, CDI, CCCC, MD, OIM, Opération Libero, UPS, OSAR, USS, USAM, CSDE, SOSF, suissetec, HCR, ASM, se sont prononcés sur tout ou partie des dispositions.

La position prise par le **FIZ** est soutenue par **augenaufl Basel**, le **cfid** (Mouvement chrétien pour la paix), **ProCoRé** (Prostitution, collectif, réflexion), **Terre des femmes Suisse, Terre**

des hommes Suisse, l'**ODAE** (Observatoire suisse du droit d'asile et des étrangers) et **Xenia Fachstelle Sexarbeit**.

La **FSA** et l'**ODAGE** soutiennent la volonté du législateur d'adapter les normes procédurales consacrées dans la LEtr aux évolutions jurisprudentielle et législative mais sont d'avis que le projet de modification de la LEtr soumis à consultation ne peut être adopté dans sa forme actuelle.

2.3 Rejet de la présente révision

L'**UDC** rejette les adaptations de la LEtr, arguant qu'elles concernent une loi en grande partie en contradiction avec la Constitution (art. 121, 121a et 197, ch. 9).

2.4 Renonciation à prendre position sur la présente révision

GR renonce à prendre position et renvoie aux explications de la CdC (art. 22, al. 2 à 4, 30, al. 1, let. e^{bis}, 57a et 60, al. 2, let. b, P-LEtr et art. 2a P-LDét).

L'**ASM** estime que le projet en question ne contient aucun élément appelant à formuler des observations spécifiques.

3 Appréciation détaillée des dispositions par thème

3.1 Procédure d'approbation (art. 99 P-LEtr)

Zustimmung

Les cantons **AI, AR, BE, BS, GE, JU, NE, NW, OW, SG, SH, TG, TI, VD** et **VS**, les partis **CVP, FDP, SVP** ainsi que **KKJPD, SBV, SSV** et **VKM** soutiennent cette adaptation.

AI ist der Meinung, dass Art. 99 E-AuG dahingehend zu ergänzen ist damit das SEM auch bei einem Entscheid einer kantonalen Rekursbehörde seine Zustimmung zu einem Entscheid verweigern oder einschränken kann.

Selon **NE**, cela devrait amener à une application plus uniforme du droit entre les cantons.

TG erachtet es indessen als notwendig, dass das SEM von diesem Instrument nur zurückhaltend Gebrauch macht und im Bedarfsfall das Verfahren unbedingt unkompliziert und schlank ausgestaltet. Ansonsten dürfte diese Norm den Vollzug hemmen.

VD est d'avis qu'il est important que le SEM puisse disposer de son propre pouvoir d'appréciation. VD transmet la position négative du Tribunal cantonal vaudois qui souhaiterait modifier l'art. 99 LEtr en ce sens que, dans tous les cas où le SEM refuse d'approuver la décision d'une autorité cantonale de dernière instance ou décide d'en limiter la portée, un tel refus soit porté à la connaissance de ladite autorité cantonale.

Aus Sicht der **SVP**, gibt es keine Einwände solange sich die Aufsichtsfunktion des SEM ausdrücklich auf die Erteilung von Aufenthaltsbewilligungen durch die Kantone beschränkt.

Gemäss **KKJPD** und **VKM**, ist das öffentliche Interesse an einem umfassenden, möglichst flexibel ausgestalteten Vetorecht des SEM zur Sicherstellung einer schweizweit einheitlichen Praxis jedoch höher zu gewichten als die Verlängerung des Verfahrens und das Unverständnis dieser Doppelspurigkeit bei den betroffenen Personen.

Ablehnung

Les cantons **AG, LU** et **SO**, le **SPS** ainsi que **CP, CSP, FSA, ODAGE, SFH, SGB, sgv** et **SOSF** rejettent cette adaptation.

AG, LU, SPS, SFH, SGB, sind der Meinung, das Zustimmungsverfahren auf diejenigen Verfahren zu beschränken, in denen ein Weiterzug an das Bundesgericht nicht möglich ist. In Verfahren mit Weiterzugsmöglichkeit bis vor Bundesgericht wäre das SEM zu verpflichten, den kantonal letztinstanzlichen Entscheid direkt beim Bundesgericht anzufechten.

SFH schlägt vor:

³ Vom Zustimmungsverfahren gemäss Abs. 1 und 2 ausgenommen sind Entscheide kantonalen Beschwerdeinstanzen über Bewilligungen, auf die ein Anspruch besteht.

Gemäss **SO**, wäre es im Hinblick auf die Rechtssicherheit für die betroffenen Personen unhaltbar, wenn das SEM einen Gerichts- bzw. Rekursentscheid ohne zeitliche Beschränkung und im eigenen Ermessen nachträglich noch in Frage stellen könnte und zusätzlich einen neuen Rechtsweg öffnen würde. Dass bereits heute dem SEM die Möglichkeit die Beschwerdeführung gegen kantonale Gerichtsentscheide, wird als ausreichend erachtet.

Selon **CSP**, une telle procédure donnerait l'impression d'une violation du principe de la séparation des pouvoirs et serait contraire au principe de l'économie de procédure.

Selon **FSA** et **ODAGE**, il convient d'écarter la solution préconisée par le projet de modification et de consacrer dans la loi la solution à laquelle est arrivée le Tribunal fédéral. (En effet, permettre au SEM de renoncer à faire usage de la voie de recours pour court-circuiter la décision de l'instance cantonale de recours au travers de la procédure d'approbation, n'apparaît aucunement conforme à l'état de droit. Le SEM aurait l'obligation de recourir et serait donc tenu à des délais pour être partie à une procédure dans laquelle il est privé de son pouvoir d'appréciation. Les décisions admettant le principe de l'octroi motivées par des juges cantonaux ont force de chose jugée tandis que les décisions de refus d'approbation rendues par une autorité fédérale centrale ayant uniquement force de chose décidée. Il convient finalement de rappeler que l'application homogène de la LEtr repose aussi dans les mains des juges ayant à connaître des recours que devra introduire le SEM contre les arrêts cantonaux.)

Gemäss **sgv** ist es nicht adäquat, wenn eine Verwaltungsbehörde ein Veto über gerichtliche Entscheide einlegen kann.

Gemäss **SOSF**, dient die vorgeschlagene Lösung dem SEM, somit den Vollzugsbehörden, kann aber Betroffenen schaden.

3.2 Protection des victimes exerçant la prostitution

3.2.1 Appréciation générale

Allgemeine Zustimmung

Les cantons **AG, AI, AR, BE, BS, GE, GR, JU, LU, NE, NW, OW, SG, SH, SO, VD, VS** et **TI**, la **KdK**, les partis **GPS, CVP, FDP** et **SPS** ainsi que **AveS, Caritas, CSP, EFS, FER, FIZ, FZZ, KKJPD, MD, OIM, SBV, SGB, SKG, SOSF, SSV** et **VKM** soutiennent les adaptations proposées dans le domaine de la protection des victimes exerçant la prostitution.

Allgemeine Ablehnung

SVP, ASCO, FSA, MD und, **ODAGE** lehnen diese Anpassungen ab.

ASCO ist erstaunt, dass in der geplanten Revision des AuG neu Begleitmassnahmen zum Schutz von Prostituierten vorgesehen sind, da die Frauen nun nicht mehr in die Schweiz einreisen können und so gar keinen Schutz mehr benötigten. Folgerichtig ist es nun auch erstaunlich, dass es offenbar eine neue Abweichung von den Zulassungsbestimmen (Art. 30 Abs. 1 Bst. e^{bis} E-AuG) für die Opfer von Straftaten im Zusammenhang mit der Ausübung der Prostitution braucht, während bis anhin eine zwar offen formulierte, nach Meinung des Gesetzgebers und in der Praxis jedoch auf Cabaret-Tänzerinnen beschränkte Bestimmung genügte (nebst einer Bestimmung für den Aufenthalt von Opfern und Zeuginnen und Zeugen von Menschenhandel, die weiterhin in Kraft bleiben soll).

MD considera che tali disposizioni sono insufficienti per raggiungere lo scopo dichiarato di proteggere le persone che esercitano la prostituzione.

Allgemeine Bemerkungen

AG, KKJPD und **VKM** begrünnen die Einführung dieser neuen Schutzbestimmung zugunsten von Ausländerinnen und Ausländern, die im Zusammenhang mit der Ausübung der Prostitution Opfer einer Straftat wurden und unterstützen die vorgesehene analoge Anwendung der geltenden Verordnungsbestimmungen für Opfer von Menschenhandel auf die vorliegenden Fallkonstellationen (entsprechende Anpassung der VZAE).

GE est d'avis qu'il faille modifier le texte du rapport explicatif en précisant que la protection vise également les hommes exerçant la prostitution.

NE et **VKM** sont d'avis qu'il faudrait ancrer dans la LEtr les Tables rondes cantonales « traite des êtres humains » et préciser si leurs compétences s'étendent aussi aux prostituées victimes LAVI.

OW ist der Meinung, dass die Umsetzung der Opferhilfe für die Kantone zu Mehrkosten führen könnte, da es eine Aufgabe der Kantone ist. OW ist der Ansicht, dass die Länge der Gültigkeit der vorübergehenden Aufenthaltsregelung sowie die Weise der Berechnung der Rückkehrhilfe zu präzisieren ist.

Selon **FSA** et **ODAGE**, l'évolution positive en soi ne semble pas suffisante à différents égards puisqu'elle ne vise que les personnes exerçant la prostitution à l'exclusion de tout autre corps de métier (et donc pas les étrangers ayant subi, du fait d'une infraction, une atteinte directe à leur intégrité physique, psychique ou sexuelle et exerçant une autre activité) et qu'il est nécessaire que l'infraction soit en lien avec l'activité professionnelle de la victime. De plus, l'étranger n'est pas à l'abri d'une sanction pénale pour son activité illégale. FSA et ODAGE regrettent également la suppression de la lettre d.

3.2.2 Art. 30, al. 1, let. d et e^{bis} P-LEtr

Zustimmung

Siehe „Allgemeine Zustimmung“.

SZ begrüsst ebenfalls, dass Massnahmen ergriffen werden, um mögliche Täter im Menschenhandel rechtlich zur Verantwortung ziehen zu können.

Ablehnung

Siehe „Allgemeine Ablehnung“.

TG lehnt ebenfalls diese Bestimmung ab, da auch für Personen, die von einem anderweitigen Delikt betroffen sind, eine entsprechende Sonderstellung gerechtfertigt sein könnte (Gleichbehandlungsprinzipes). TG ist der Auffassung, dass die Vorschrift von Art. 30 Abs. 1 Bst. b AuG, wonach von den Zulassungsvoraussetzungen abgewichen werden kann, genügt um schwerwiegenden persönlichen Härtefällen oder wichtigen öffentlichen Interessen Rechnung zu tragen.

Bemerkungen

Gemäss **SZ**, ist mit allen Mitteln zu verhindern, dass diese Norm zum Einfallstor für ungerechtfertigt erweiterte Aufenthalte wird.

- *Muss-Bestimmung*

Gemäss **GPS**, **SPS**, **AveS**, **EFS**, **EKM**, **FIZ**, **SGB**, **SOSF** sollte Abs. 1 nicht als KANN-Bestimmung formuliert sein:

Von den Zulassungsvoraussetzungen wird abgewichen, um: [...]
--

SFH ist ebenfalls der Meinung, dass die Kann-Formulierung gemäss Abs. 1 zu wenig verbindlich ist (zu grossen Spielraum) und sollte mindestens für lit. e^{bis} eine verbindliche Anweisung für die Behörden enthalten.

- *Maintien de la let. d et alternative en cas de suppression*

Gemäss **GPS**, **SPS**, **AveS**, **FIZ** und **SKG** ist entweder von der Streichung von Art. 30 Abs. 1 Bst. d AuG abzusehen und die Einzelheiten entsprechend in der VZAE zu regeln oder Art. 30 Abs. 1bis E-AuG wie folgt neu zu schaffen:

1^{bis} Von den Zulassungsvoraussetzungen wird abgewichen, um Personen vor Ausbeutung zu schützen, die im Zusammenhang mit ihrer Erwerbstätigkeit besonders gefährdet sind.

EKM empfiehlt Art. 30 Abs. 1 Bst. d AuG beizubehalten, da Ausländerinnen und Ausländer, die keine Prostitution betreiben, aber in prekären Arbeitsverhältnissen tätig sind ebenfalls einen besonderen Schutz bedürfen. Oder eine Umformulierung:

e^{bis} den Aufenthalt von Ausländerinnen und Ausländern zu regeln, ~~die Prostitution betreiben und während dieser Tätigkeit durch eine Straftat~~ in Folge einer prekären Erwerbstätigkeit ausgebeutet oder in ihrer körperlichen, psychischen oder sexuellen Integrität unmittelbar beeinträchtigt worden sind;

GL ist der Meinung, dass es heute schon eine Bestimmung besteht, die besonders gefährdeten Personen schützt (Art. 30 Abs. 1 Bst. d AuG) und fragt sich, ob anstelle einer neuen Regelung, es nicht genügen würde, die bisherige Schutzbestimmung entsprechend anzupassen.

MD: Sebbene ci rallegriamo della decisione di introdurre nella legge misure specifiche destinate alla persone che si prostituiscono (lett. e^{bis}), riconoscendone di fatto la particolare vulnerabilità, riteniamo che parallelamente andrebbe mantenuta la disposizione precedente (lett.d) che offre protezione anche ad altre categorie di lavoratori/trici. Un reale miglioramento nella protezione delle persone che si prostituiscono sarebbe invece la concessione di aiuti strutturati al rientro per tutte le persone che sono vittime di reato.

- Applicabilité de la let. e^{bis}

FZZ findet richtig, dass sich diese gesetzliche Bestimmung auf Opfer in der Prostitution beschränkt. Prostitution darf nicht mit Arbeitsverhältnissen gleichgesetzt werden und seien diese auch noch so prekär. So geht es auch nicht an, das Sexmilieu mit Branchen wie der Gastronomie oder der Hauswirtschaft zu vergleichen.

GPS, SPS, AveS, EFS, FIZ, SFH, SKG, SOSF et SSV sont d'avis que toutes les personnes exerçant une activité lucrative précaire et comportant un risque d'exploitation doivent être prises en compte :

e^{bis} den Aufenthalt von Ausländerinnen und Ausländern zu regeln, die in prekären Arbeitsverhältnissen arbeiteten und während dieser Tätigkeit durch eine Straftat in ihrer körperlichen, psychischen oder sexuellen Integrität unmittelbar beeinträchtigt wurden.

OIM souhaite que toutes les personnes considérées comme victimes au sens de la LAVI soient touchées même si elles n'exercent pas la prostitution.

CSP souhaite que les victimes d'infractions dans l'exercice de la prostitution aient la possibilité de voir leur séjour réglé de manière durable, à l'instar de ce qui est prévu à l'article 36 al. 6 OASA pour les victimes de traite des êtres humains.

- *Autorisation indépendamment de toute coopération*

GPS, SPS, AveS, EFS, EKM, FIZ, SOSF sind der Meinung, dass der entsprechende Aufenthalt gem. Art. 30 Abs. 1 e^{bis} dem Opfer ermöglichen soll, seine Rechte gemäss OHG als legal anwesende Person in Anspruch nehmen zu können (nach Prüfung der Opferhilfestelle und unabhängig von der Kooperation mit Straf- oder Justizbehörden). **FZZ** und **SFH** sind ebenfalls der Meinung, dass es falsch wäre, die Erteilung einer Aufenthaltsbewilligung in jedem Fall von der Kooperation mit Straf- oder Justizbehörden abhängig zu machen.

MD: Una reale protezione dovrebbe, a nostro avviso, contemplare la possibilità per chi è vittima di un reato accaduto nell'ambito dell'esercizio della prostituzione di poter soggiornare

e beneficiare delle prestazioni LAV senza dover fornire le proprie generalità alle autorità di controllo (polizia, autorità degli stranieri).

- *Inclusion d'autres infractions*

Gemäss **GPS**, **SPS**, **AveS**, **FIZ**, müssen auch vermögensrechtliche Straftaten zur Anwendung von Art. 30 Abs. 1 Bst. e^{bis} E–AuG legitimieren.

MD: Inoltre i reati presi in considerazione da tale misure non dovrebbero limitarsi a quelli definiti genericamente “rilevanti” o “violenti” ma, se pensiamo all’ambito specifico della prostituzione, comprendere reati quali ad esempio l’usura, la diffamazione, il ricatto, ecc.

- *Risque de condamnation pour activité illégale*

AveS, s’interroge sur le fait que la victime risque une condamnation pénale pour exercice illégal de la prostitution, ce qui risque de freiner les victimes d’entamer une procédure. Gemäss **EFS**, führen die möglicherweise drohenden Strafen dazu, dass Personen, welche sich in einer besonders prekären Situation – beispielsweise Illegalität – befinden, weiter marginalisiert werden.

Cf. également remarques sous art. 115, al. 4, P-LEtr.

3.2.3 Art. 60, al. 2, let. b, P-LEtr

Zustimmung

Siehe „Allgemeine Zustimmung“.

TG befürwortet ebenfalls diese Bestimmung.

FER n’est pas opposée à l’octroi d’une aide au retour dans le cadre de l’art. 30, al. 1, let. e^{bis}, P-LEtr mais s’interroge sur les effets pervers d’une telle mesure, notamment en termes d’attractivité de la Suisse.

Ablehnung

Siehe „Allgemeine Ablehnung“.

Bemerkungen

Gemäss **SO** wäre es hilfreich, allenfalls eine Art Voraussetzungen zu schaffen damit die Betroffenen von der Rückkehrhilfe profitieren können und damit keine Rechtsmissbrauchsmöglichkeit geschaffen werden können. Art. 5 der Verordnung des EJPD über die dem Zustimmungsverfahren unterliegenden ausländerrechtlichen Bewilligungen und Vorentscheide vom 13. August 2015 (SR 142.201.1) ist analog dem Zustimmungsverfahren beim SEM bei der Erteilung einer Kurzaufenthaltsbewilligung an Opfer oder Zeuginnen und Zeugen von Menschenhandel (Art. 5 lit. g der obgenannten Verordnung) dahingehend zu ergänzen.

OIM est d’avis que les critères de la « vraisemblance de la cessation définitive de la prostitution » devraient être clarifiés.

3.3 Elargissement du cercle des bénéficiaires de l’aide au retour (art. 60, al. 2, let. c, P-LEtr)

Zustimmung

Les cantons **AG, AI, AR, BE, BS, GE, JU, LU, NW, OW, SG, SH, SO, TG, TI, VD** et **VS**, les partis **GPS, CVP, FDP** et **SPS** ainsi que **AveS, Caritas, CRS, CSP, EKM, KKJPD, HEKS, OIM, SBV, SFH, SGB, SSV** et **VKM** soutiennent cette adaptation.

Ablehnung

SVP, ASCO, FSA, ODAGE und **sgv** lehnen diese Bestimmung ab.

Bemerkungen

- *Elargissement encore plus vaste*

Gemäss **BS** ist es im Hinblick auf den in der Praxis immer schwieriger werdenden Wegweisungsvollzug im Ausländerrecht prüfenswert, den Zugang zur Rückkehrhilfe flexibel zu gestalten und auf weitere Personenkreise (z.B. Migrantinnen und Migranten mit beendetem Aufenthaltsrecht) auszuweiten. Selon **GE**, certaines catégories de personnes exploitées dans l'exercice de leur activité lucrative et/ou victimes de traite d'êtres humains (mendicité, prostitution notamment) pourraient tirer profit de cette aide. **GPS, SPS, AveS, CRS, EKM, SFH** et **SSV** sont d'avis que l'aide au retour devrait être accessible à tous. **SPS, SFH** und **SSV** bieten an, Abs. 2 ganz zu streichen.

VKM und **KKJPD** würden es als sinnvoll erachten, in der Zukunft die Rückkehrhilfe des Bundes in gewissen Konstellationen (und natürlich mit entsprechenden Rahmenbedingungen) für Personen aus dem Bereich des AuG (analog Art. 93 AsylG) zu öffnen, welche die Schweiz freiwillig verlassen und definitiv in ihre Heimat zurückkehren wollen. Dies würde es den Kantonen ermöglichen, beispielsweise bei sozialhilfebeziehenden Personen in diese Richtung aktiv zu werden. Damit verbunden wäre selbstverständlich auch ein finanzielles Engagement des Bundes.

- *Anreizrisiko*

Gemäss **SVP**, ist die Rückkehrhilfe der falsche Ansatz, um den Ausländeranteil zu senken. Sie schafft bloss zusätzliche Anreize. **sgv** ist auch der Meinung, dass falsche Anreize gesetzt werden können.

FDP unterstützt die Ausweitung der Rückkehrhilfe auf vorläufig aufgenommene Personen nur, sofern dadurch die Rückführungen schneller und konsequenter erfolgen können und keine zusätzlichen Anreize geschaffen werden. **SBV** unterstützt ebenfalls im Sinne einer Gleichbehandlung aber warnt, dass dadurch keine falschen Anreize gesetzt werden.

- *Weitere Bemerkungen*

Seitens **SO** bedarf der erste Satz „vorläufig aufgenommene Personen, die aus eigenem Antrieb die Schweiz verlassen“ einer Präzisierung, und zwar dahingehend, dass eine Rückkehr in den Heimat- oder Herkunftsstaat bzw. eine Ausreise in einen Drittstaat erfolgt, der bereit oder verpflichtet ist, die betroffene Person aufzunehmen (vgl. Weisungen SEM vom 01. Januar 2008, III Asylbereich, Ziff. 2.1.2, Stand 01. Juli 2015).

FSA et **ODAGE** constatent que, au vu du but de la loi, soit : « inciter les intéressés à quitter volontairement la Suisse, [...] », l'article 60 al. 2 lit. c LEtr tend à exempter l'État de l'obligation qu'implique le principe de non-refoulement. En effet, si l'intéressé retourne dans l'État requis de son « plein gré » ce retour n'est pas un renvoi.

3.4 Qualität des mesures d'intégration (art. 57a P-LEtr)

Zustimmung

Les cantons **AI, BS, NW, OW, SG** et **SO**, les partis **CVP, GPS** et **SPS** ainsi que **Caritas, CRS, FER, FSA, HEKS, ODAGE, SBV, SFH, SGB, SSV** et **suissetec** soutiennent cette adaptation.

Gemäss **BS, SSV**, erhöhen klare nationale Vorgaben für die Förderbereiche im Rahmen der KIP die Transparenz und machen Massnahmen der einzelnen Kantone vergleichbar. Gemäss **SO**, werden Integrationsangebote insgesamt aufgewertet, wenn sie gewissen Standards entsprechen müssen. **GPS, SPS** et **SFH** sont d'avis que cette disposition permettra globalement d'améliorer la qualité des prestations fournies au niveau cantonal mais également de partager des *best practices*. Gemäss **Caritas**, wird diese Konkretisierung die Qualität der Bildungsangebote und die Wirksamkeit der Integrationsförderung, v.a. im Sprachbereich erhöhen.

Gemäss **SO**, soll aber die Handlungsfreiheit der Kantone, Gemeinden und Anbieter erhalten bleiben und die Umsetzung der Norm soll möglichst keinen administrativen Mehraufwand bei den Kantonen auslösen. **GPS** rend attentif au fait ce nouvel article ne donne pas trop de rigidité au système et empêche l'émergence de projets innovants.

Gemäss **CRS** und **EKM**, braucht es im Bereich der Integrationsförderung einen gewissen Spielraum für lokale Massnahmen und Angebote. Wo Bund und Kantone jedoch Programme zur Integration von Ausländerinnen und Ausländern entwickeln, sollen sie die Kriterien für die Qualitätssicherung und die Qualitätsentwicklung gemeinsam festlegen. Wie in anderen Bereichen der Erwachsenenbildung soll der Bund auch hier die Federführung übernehmen.

Ablehnung

Les cantons **AG, AR, BE, FR, GL, GR, JU, LU, NE, SH, SZ, TG, UR, VD, VS, TI, ZG** et **ZH**, la **KdK**, les partis **FDP** et **SVP** ainsi que **CP, GRo, KID, KKJPD, sgv, SOSF** et **VKM** rejettent la disposition proposée.

Gemäss **NE** und **UR**, wären nationale Qualitätskriterien insbesondere für kleine Kantone, wohl kaum umsetzbar.

Vorgeschlagene Änderungen

BS beantragt den Abs. 2 zu ergänzen:

² Es legt diese Kriterien in den folgenden Bereichen der strukturierten und formalen Bildung fest:

SO schlägt vor den Abs. 1 zu ergänzen:

¹ Das SEM legt nach Anhörung des SBFI und der Kantone für die [...].

Selon **FSA** et **ODAGE**, l'alinéa 2 doit contenir les buts principaux poursuivis par la LFCo et l'alinéa 3 devrait être formulé en termes d'obligation.

Selon **SGB**, l'al. 1 doit être complété en ce sens que la collaboration doit être étendue avec d'autres entités de l'administration fédérale et surtout le SEFRI.

suissetec beantragt eine Präzisierung, wonach sich die genannten lit. c, lit. d und lit. e ausschliesslich auf Berufe aus dem Integrationsbereich beziehen (lit. a und lit. b sind diesbezüglich präziser formuliert).

Bemerkungen

- *Kantonale Integrationsprogrammen (KIP)*

Gemäss **AG, AR, BE, FR, JU, GL, GR, LU, NE, SH, UR, VD, VS, ZG, ZH, KdK, KID, KKJPD** und **VKM** ist die spezifische Integrationsförderung eine Verbundaufgabe von Bund, Kanton und Gemeinden und wird im Rahmen von kantonalen Integrationsprogrammen (KIP)

umgesetzt. Die Kantone haben Interesse daran, dass den kantonalen Besonderheiten Rechnung getragen werden können.

Gemäss **AG, GL, GR, SH, SZ, ZG, KdK, KID, KKJPD** und **VKM** genügt die mit dem Bund bisher partnerschaftlich ausgehandelten Instrumente der Kantone zur Qualitätssicherung vollständig (bewährtes und funktionierendes System). **SZ** und **VD** sind der Meinung, dass eine solche Bestimmung föderalismuswidrig ist. Für **sgv** ist das ein Eingriff in die kantonale Hoheit.

Gemäss einige Teilnehmer (z.B. **BE, JU, GL, GR, LU, SH, TG, TI, UR, ZH, GRo, KdK** und **KID**) nehmen nationale Qualitätskriterien keine Rücksicht auf die Gegebenheiten vor Ort (lokal oder kantonal). Sie sind unflexibel, hemmen den Wettbewerb sowie die Innovation und würden viele gute Projekte zum vornherein verhindern bzw. wieder zunichtemachen.

Für die **FDP**, sind die vorgeschlagenen Bestimmungen zur Qualitätssicherung in der Integration unnötig, bürokratisch und bevormunden die Kantone. Die Integration fällt in die Kompetenz der Kantone. Bund und Kantone haben sich bereits 2011 und 2014 auf Instrumente zur Qualitätssicherung in der Integration geeinigt.

Gemäss **SSV**, ist zu bedenken, dass sich im Rahmen der KIP bereits eine Qualitätsförderung und -kontrolle etabliert hat.

- *Operationelle Verantwortlichkeit der Kantone*

Gemäss **AG, AR, BE, FR, GL, GR, JU, SH, VD, ZG, KdK, KID, KKJPD** und **VKM** entziehen die in Art. 57a E-AuG aufgeführten Kompetenzen des SEM den Kantonen die operationelle Verantwortlichkeit zur Qualitätssicherung.

- *Mehraufwand und –kosten*

Gemäss **AG, AR, BE, BS, FR, GL, GR, JU, LU, NE, SH, SZ, TG, TI, UR, VD, ZG, ZH, KdK, KKJPD, GRo, KID, SBV, sgv** und **VKM** wird eine allfällige Umsetzung dieser Bestimmung ein erheblicher administrativer Mehraufwand entstehen und Mehrkosten verursachen. Plusieurs participants mentionnent la réduction des dépenses fédérales pour l'intégration (notamment **AG, BE, FR, GL, GR, JU, NE, SH, TI, UR, ZH, KdK, KID, KKJPD** et **VKM**).

Für **SSV**, würde es zu einem Mehraufwand führen.

Selon **FR**, la question sur la gestion du cofinancement de projets entre la LFCo et le PIC se pose.

- *Verzicht des Bundesrates auf Qualitätsvorschriften*

KdK und **KID** verweisen auf die Botschaft des Bundesrates zum WeBiG vom 15. Mai 2013 die feststellt, «dass für Qualität im Weiterbildungsgesetz wegen der grossen Heterogenität der Angebote und den unterschiedlichen Bedürfnissen von Staat, Anbietern und Nachfragern keine allgemeinen, inhaltlichen Gütekriterien aufgestellt werden können. [...] Aus Überzeugung und auch aus Gründen der Praktikabilität verzichtet der vorliegende Entwurf deshalb darauf, Qualitätsvorschriften zu machen.»

- *Evaluation de la qualité des mesures d'intégration*

SPS, CRS und **SFH** schlagen vor, dass die Evaluation der Qualität der Integrationsmassnahmen durch unabhängige Stellen erfolgt und nicht durch den Bund oder das SEM, um potentielle Interessenkonflikte zu vermeiden.

3.5 Frais liés au séjour en Suisse des travailleurs détachés

3.5.1 Appréciation générale

Allgemeine Zustimmung

Les cantons **AG, AI, AR, BE, FR, GE, GL, GR, JU, LU, NW, OW, SG, SH, SO, TG, TI, UR, VS, ZG** et **ZH**, la **KdK**, les parties **CVP, FDP** et **SPS** ainsi que **CP, EKM, FER, FSA, KKJPD, ODAGE, SAV, SBV, SGB, sgv, SOSF, SSV, suissetec** et **VKM** soutiennent cette adaptation.

AG, FR, GE, LU, SO, FDP, KKJPD, SAV und **VKM** begrüßen dass die Spesen- und Auslagentragungspflicht bei Entsendungen gesetzlich klar geregelt werden soll.

AG, KKJPD, SAV und **VKM** begrüßen eine übereinstimmende Regelung der Spesentragungspflicht im AuG und EntsG.

VD est d'avis que l'adaptation a le mérite de clarifier les obligations légales des employeurs détachant du personnel en Suisse.

Allgemeine Ablehnung

BS ist eher kritisch. **SVP** lehnt diese Bestimmung ab.

BS ist der beantragt, auf die vorgesehene Gesetzesänderung zu verzichten, da die Gesetzesanpassung nicht notwendig und sinnvoll ist, denn damit wird die unterdessen bewährte Praxis im Bereich der Spesenzahlung in Frage gestellt.

Allgemeine Bemerkungen

- *Critère de la durée du détachement, critère du centre de vie et autres critères*

VD critique la limitation dans le temps de la prise en charge des frais de détachement : en effet, le détachement est temporaire et le travailleur est appelé à réintégrer la structure qui le détache à l'étranger. Dès que le centre de vie du travailleur n'est plus à l'étranger, c'est que le détachement n'a plus lieu d'être et que l'on est en présence d'une prise d'emploi ou d'une expatriation. L'expatriation peut également être limitée dans le temps. L'encouragement de détachements de longue durée en les facilitant ne peut que s'avérer problématique à gérer, tant au niveau migratoire qu'au niveau des assurances sociales.

ZG fordert jedoch, dass diese Pflicht abhängig von der individuellen Lebenssituation der ausländischen Arbeitskraft zeitlich beschränkt bleiben muss. Je stärker die Integration vor Ort, umso eher ist auf die Spesentragungspflicht der Arbeitgeber zu verzichten. Dies erfordert aber eine abgestufte Kriterienliste:

Art. 22 Abs. 4 E-AuG und 2a Abs. 3 E-EntsG: Der Bundesrat kann für langfristige Entsendungen *abgestufte* Bestimmungen [...]

FDP, FSA, ODAGE et **SAV** considèrent que la durée de l'obligation de l'employeur de rembourser les dépenses liées au détachement devrait être fixée à douze mois (gemäss **FDP** mindert sich zudem für die Unternehmen ab zwölf Monaten der bürokratische Aufwand und die Kosten). Andererseits ist **SPS** gegen eine fixe Zeitdauer oder andere Automatismen, sondern fordert, dass die Arbeitsverhältnisse jeweils individuell unter diesem Gesichtspunkt beurteilt werden. **CP** rappelle également qu'il incombera de trouver une solution qui ne repose pas exclusivement sur une limite temporelle.

Gemäss **FDP** und **SAV**, verlegt in der Regel eine Person die länger als zwölf Monate in der Schweiz entsandt wird, ihren Lebensmittelpunkt hierher. Es kann nicht mehr von Entsendespesen gesprochen werden, die der Arbeitgeber zu tragen hat. Für **SPS** und **FER**

soll die Spesentragungspflicht entfallen wenn bei langdauernder Arbeitstätigkeit der Lebensmittelpunkt tatsächlich in die Schweiz verlegt wird.

Gemäss **FDP**, könnte der Bundesrat prüfen, ob ab einer bestimmten Lohnhöhe auf die Kostentragungspflicht grundsätzlich verzichtet werden kann, da bei Kadermitarbeitern solche Kosten oftmals bereits im Lohn berücksichtigt sind (Flexibilisierung).

- *Traitement différent en fonction du domaine du droit*

Selon **GE**, il serait souhaitable que les frais de détachement puissent être traités de façon cohérente de manière plus large encore dans les différents domaines du droit ; en effet, les frais de détachement sont considérés comme éléments salariaux du droit social ou des assurances sociales.

- *Compétence du Conseil fédéral*

AG, BS, FR, LU, SO, ZH, CVP, FDP, CP, FER, FSA, KKJPD, ODAGE, SAV, sgv und **VKM** erachten als sinnvoll/begrüssen, dass der Bundesrat auf dem Verordnungsweg für langfristige Entsendungen Spezialregelungen erlassen wird.

En revanche, **SGB** et **SOSF** considèrent que l'alinéa 4 doit être biffé car il donne trop de latitude au Conseil fédéral.

- *Einbezug der Kantone*

Gemäss **AG, KKJPD** und **VKM** sollen die Kantone frühzeitig und massgeblich in die Ausarbeitung dieser Spezialregelungen einbezogen werden. **ZH** bietet bei der Ausarbeitung der entsprechenden Verordnungsbestimmungen seine Unterstützung an.

3.5.2 Art. 22, al. 2 à 4, P-LEtr

Vorgeschlagene Änderungen

BS, GL, GR, SH und **KdK** beantragen die folgenden Änderungen aufgrund der schwierigen Verständlichkeit:

² Streichen

³ Der Arbeitgeber muss den Entsandten die mit einer Entsendung im Rahmen eines betrieblichen Transfers oder einer grenzüberschreitenden Dienstleistung entstandenen Auslagen, wie Auslagen für Reise, Verpflegung und Unterkunft, entschädigen; diese Entschädigungen gelten nicht als Lohnbestandteil. Es gelten die orts- und branchenüblichen Ansätze.

GE est d'avis que si la durée du détachement est un critère facile à appliquer, il risque d'être insuffisant pour répondre de manière satisfaisante à tous les cas de figure qui peuvent se présenter. GE propose la modification suivante afin de tenir compte d'autres critères que la durée (par ex. centre de vie de la famille du détaché) :

Le Conseil fédéral peut, notamment en cas de détachement de longue durée, édicter des dispositions sur la durée de l'obligation de l'employeur de rembourser les dépenses liées au détachement.

VD suggère, pour la concordance entre les textes allemands et français et pour la cohérence interne des textes français, que l'expression nouvelle « transfert interentreprises » (betrieblicher Transfer) soit remplacée par l'expression déjà existante « échange de personnel au sein d'une entreprise internationale ».

ZG: siehe « Allgemeine Bemerkungen » (3.5.1).

FER considère que la référence aux conditions de « rémunération » n'est pas opportune et propose de s'en tenir aux conditions de « travail » uniquement.

3.5.3 Art. 2a P-LDét

Vorgeschlagene Änderungen

AG, BS, FR, GL, GR, JU, SH, TI, KdK, KKJPD, SGB, SOSF et **VKM** estiment qu'il est nécessaire de procéder également à une adaptation de l'art. 9 LDét en prévoyant un renvoi explicite à l'art. 2a, sans quoi il n'y aurait plus de base légale pour sanctionner le fait qu'une entreprise ne verse pas un salaire minimal suffisant.

(**AG, KKJPD** und **VKM** stellen sich die Frage, ob die Verweise von Art. 9 Abs. 2 lit. a und b auf Art. 2 EntsG (und damit auch auf Art. 1 EntsV) formalrechtlich wirklich genügen, um im Rahmen der vom Gesetzgeber beabsichtigten Gesamtbetrachtung der Lohnbedingungen auch die Spesen miteinzubeziehen (vgl. dazu Ziffer 1.2.5 auf Seite 11 des erläuternden Berichts). Auf die Spesen wird in Art. 1 EntsV nämlich nicht hingewiesen. Diese Frage stellt sich umso mehr, als nun die Spesen nicht mehr nur in Abs. 3 des erwähnten Art. 2 EntsG genannt werden, sondern mit Art. 2a ein ausdrücklicher eigener Spesenartikel besteht, auf den aber nirgends verwiesen wird. Die anstehende Gesetzesrevision böte die Gelegenheit, dies im Gesetz klarer zum Ausdruck zu bringen und damit die Rechtssicherheit zu erhöhen.)

VD suggère de saisir l'opportunité de coordonner l'article 2a P-LDét et l'article 3 LDét, ce dernier induisant parfois les employeurs en erreur car il laisse à penser que les frais peuvent être déduits du salaire.

ZG: siehe « Allgemeine Bemerkungen » (3.5.1)

3.6 Mesures visant à renforcer l'applicabilité de l'interdiction faite aux réfugiés reconnus de se rendre dans leur pays d'origine ou de provenance

3.6.1 Appréciation générale

Allgemeine Zustimmung

Les cantons **AG, AI, AR, BE, BS, JU, LU, NW, OW, SG, SO, SZ, TG, TI, UR** et **VS**, les partis **CVP** et **FDP** ainsi que **FER, KKJPD, SBV, sgv** et **VKM** soutiennent cette adaptation.

Allgemeine Ablehnung

Les partis **SPS** et **SVP** ainsi que **AveS, Caritas, CRS, CSP, EKM, FSA, grundrechte.ch, HEKS, KID, Operation libero, ODAGE, SFH, SGB, SOSF, SSV** et **UNHCR** rejettent les modifications proposées dans le cadre du renforcement de l'applicabilité de l'interdiction faite aux réfugiés reconnus de se rendre dans leur pays d'origine.

SVP äussert sich nur über Asylbewerber, die während einem laufenden Asylverfahren in der Schweiz, auf gar keinen Fall in ihr Heimatland reisen dürfen. Wer es trotzdem tut, beweist, dass er dort nicht wirklich an Leib und Leben bedroht ist. Eine Abreise aus der Schweiz ins Heimatland muss automatisch zur sofortigen Einstellung des Asylverfahrens führen, ohne Chance auf Wiederaufnahme des Verfahrens.

Certains participants (par ex. **SFH** et **SOSF**) considèrent que ces mesures concernent les réfugiés érythréens.

3.6.2 Art. 59a, al. 1 et al. 2, P-LEtr

Zustimmung

Siehe „Allgemeine Zustimmung“.

ZH unterstützt ebenfalls diese Regelung.

Ablehnung

Siehe „Allgemeine Ablehnung“.

GPS, FR, GE, NE, SH und **OIM** lehnen ebenfalls diese Bestimmung ab.

FR, GE, NE, SH, CRS, CSP, FSA, OIM et **ODAGE** jugent disproportionné de pouvoir étendre à l'ensemble des réfugiés d'un État d'origine ou de provenance l'interdiction de voyager dans d'autres États, notamment ceux limitrophes audit État (même si un régime d'exception est prévu). Gemäss **SPS** und **SFH** ist der „Automatismus“, der dieses Reiseverbot auf alle Flüchtlinge aus demselben Staat ausdehnt, ebenfalls abzulehnen.

Bemerkungen

- *Verstoss gegen internationale und nationale Bestimmungen sowie Rechtsgrundsätze*

Gemäss **Caritas, Operation libero** und **SFH** verletzt die Ausdehnung des Reiseverbots völkerrechtliche Bestimmungen (Art. 28 FK und §4 des Anhangs FK).

AG weist auf die Gefahr einer Diskriminierung ganzer Flüchtlingsgruppen alleine aufgrund ihrer Herkunft besteht und dass solche Allgemeinverfügungen mit der entsprechenden Zurückhaltung zu erlassen sind (auch wenn eine Ausnahme möglich ist). **CSP** souligne le risque de stigmatisation en étendant l'interdiction de voyager dans les pays voisins aux ressortissants d'un pays précis. Gemäss **UNHCR**, würden durch diese Einschränkung der Rechte einer ganzen Flüchtlingsgruppe alleine nach ihrer Herkunft bzw. Staatsangehörigkeit ungleiche Sachverhalte gleich behandelt werden und zahlreiche Fragen der Vereinbarkeit mit dem mehrfach im Völkerrecht und der Schweizerischen Bundesverfassung verankerten Diskriminierungsverbot aufgrund der Herkunft und dem Verhältnismässigkeitsgrundsatz aufgeworfen werden.

- *Familientreffen*

Gemäss **SH, SPS, AveS, CSP, FSA, KID, Operation libero, ODAGE, SKG** und **SSV**, kann ein Treffen in den umliegenden Nachbarstaaten u.U. die einzige Gelegenheit des Wiedersehens nach Jahren der Trennung aufgrund der Flucht sein (was einen grossen Einschnitt in die individuelle Freiheit bedeutet).

- *Stellung des Bundesrates*

SPS, CRS, EKM, SFH und **SGB** deuten auf die vom Bundesrat mehrfach abgelehnte politische Forderung einer grösseren Einschränkung der Reisefreiheit von anerkannten Flüchtlingen (vgl. z.B. Motionen 15.3803 und 15.3844).

- *Verankerung des Verbot*

CRS, EKM und **SFH** sind der Meinung, dass, da es kein generelles Verbot für solche Reisen gibt, es nicht angezeigt ist, ein solches in nationalen Gesetzen zu verankern. **SKG** propose d'inscrire uniquement l'interdiction de se rendre dans l'État d'origine ou de provenance dans cet article.

- *Ausdehnung der Regelung*

CVP fordert eine analoge Regelung für vorläufig Aufgenommene im AuG zu verankern (wie in der Motion 15.3953 gefordert). Gemäss **FDP**, müssen diese Regelungen gleichermassen für anerkannte Flüchtlinge, vorläufig Aufgenommene und sich im Asylprozess befindende Personen gelten.

- *Données actuelles sur les abus*

Plusieurs participants (notamment **FSA**, **KKJPD**, **Operation libero**, **ODAGE**, **SFH** und **VKM**) mentionnent l'absence de données sur la quantité des abus.

- *Interdiction individuelle de se rendre dans d'autres États*

FER, **FSA**, **OIM** et **ODAGE** sont d'avis que s'il existe des motifs sérieux de penser que cette interdiction n'est pas respectée, le SEM pourrait prononcer une interdiction individuelle de se rendre dans d'autres États, en particuliers dans les pays limitrophes.

- *Exception de l'al. 2*

Selon **GE**, si cette disposition devait être maintenue dans la LEtr révisée, il conviendrait à tout le moins d'autoriser des personnes à voyager dans un État touché par l'interdiction sur présentation d'une preuve que les membres de la famille proche y résident réellement et pas seulement lorsqu'il s'agit de raisons majeures (maladie grave ou décès d'un membre de la famille).

Gemäss **SZ**, ist der Katalog für die wichtigen Gründe sehr restriktiv zu handhaben.

FDP ist der Meinung, dass Ausnahmen nicht gewährt werden sollen.

Caritas, **CRS**, **CSP**, **EKM**, **Operation libero**, **SFH** und **UNHCR** sind der Meinung, dass die Ausdehnung des Reiseverbots zu keinen Effizienzgewinn für die zuständigen Behörden führen wird sondern zu mehr Gesuche um Ausnahmegewilligungen aufgrund „wichtiger Gründe“.

Gemäss **UNHCR**, sind die wichtigen Gründe für Reisen in Drittstaaten zu eng gefasst.

- *Notions juridiques indéterminées*

ZH und **SSV**, finden, dass der zweite Satz von Abs. 1 sehr unbestimmt gefasst ist und ist der Meinung, sofern nicht bereits die Gesetzesbestimmung präziser formuliert wird, dass zumindest in der Verordnung klarer umgeschrieben wird, wann ein begründeter Verdacht vorliegt. **Operatio libero** ist ebenfalls der Meinung, dass es unklar ist wann ein begründeter Verdacht erfüllt ist.

FSA et **ODAGE** considère que la manière dont les notions juridiques indéterminées (« motifs sérieux », « autres États » et « raisons majeures ») seront interprétées n'est pas prévisible, si bien qu'un danger d'arbitraire et une insécurité juridique existent.

KKJPD und **VKM** weisen darauf hin, dass der vorgesehene Art. 59a E AuG in keiner Art und Weise definiert, worin der „begründete Verdacht“ (Abs. 1) besteht, dass das Reiseverbot missachtet wurde. Die Definition des unbestimmten Rechtsbegriffs der „wichtigen Gründe“ (Abs. 2) sollte beispielhaft auf Gesetzesstufe aufgeführt werden oder die Gründe sollten zumindest in den Materialien erwähnt werden.

- *Weitere Bemerkungen*

FDP und **FER** bemängeln, dass in Art. 59a AuG die Aberkennung des Flüchtlingsstatus bei einer Heimatreise nicht eindeutig festhält.

3.6.3 Art. 63, al. 1^{bis}, 2^{ème} phrase, et al. 2, let. b, P-LAsi

Bemerkungen

SG regt an, darauf zu verzichten, die Gründe im Gesetz zu nennen, bei denen die Aberkennung unterbleibt und bevorzugt eine offenere Formulierung im Sinn einer Härtefallklausel, die eine Einzelfallprüfung erlaubt.

Gemäss **SZ**, ist der zweite Satz von Art. 63 Abs. 1^{bis} zu extensiv und wird die tatsächliche Anwendbarkeit der Aberkennung faktisch verunmöglichen. Im Übrigen erscheinen die Kriterien gemäss Abs. 1^{bis} Bst. b und c nicht praxistauglich. **SZ** fordert, dass solche Personen glaubhaft machen müssten, dass sie nach wie vor ernsthaften Nachteilen ausgesetzt wären resp. die begründete Furcht, solchen Nachteilen ausgesetzt zu werden, nach wie vor besteht.

Gemäss **Caritas**, **Operation libero** und **SFH** verletzt der Automatismus der Eröffnung eines Verwaltungsverfahrens das Verhältnismässigkeitsprinzip.

SPS, **Caritas**, **Operation libero**, **SFH**, **SOSF**, lehnen die Umkehr der Beweislast ab, da diese gesetzliche Vermutung bei der Aberkennung der Flüchtlingseigenschaft dem geltenden Untersuchungsgrundsatz widerspricht.

Es genügt aus Sicht der **EKM**, in begründeten Verdachtsmomenten ein Widerrufsverfahren einzuleiten.

Gemäss **UNHCR**, werden die Kriterien der Genfer Flüchtlingskonvention vom Gesetzesentwurf weitgehend übernommen und ein faires Verfahren wird ermöglicht, da der Flüchtling bloss glaubhaft machen muss, dass diese Voraussetzungen nicht vorliegen. Da die effektive und faire Anwendung auch der Beendigungsklauseln ein wichtiger Bestandteil zur Wahrung der Integrität der GFK ist, stellt sich die Bestimmung grundsätzlich als sachgerecht dar. Problematisch ist hingegen, dass die vorgeschlagene Bestimmung auch vorsieht, dass das SEM Flüchtlingen das Asyl aberkennt, wenn diese ein Reiseverbot in Drittstaaten missachtet haben.

3.7 Adaptations en raison de la directive sur le retour

3.7.1 Appréciation générale

Allgemeine Zustimmung

Les cantons **AI, AR, BE, BS, SH, TI, VD** et **VS**, les partis **CVP** et **FDP** ainsi que **KKJPD, SBV, SGB, SOSF** et **SSV** soutiennent ces adaptations.

Allgemeine Ablehnung

SVP lehnt diese Änderungen ab.

3.7.2 Art. 64d, al. 3, P-LEtr

Zustimmung

Siehe „Allgemeine Zustimmung“.

AG, GE, GL, JU, LU, NW, OW, SG, SO, TG, SPS, CRS, CSP, EKM, FSA, ODAGE, SFH und **SGB** begrüßen ebenfalls diese Regelung.

SPS, CRS, CSP, EKM, SFH und **SGB** sind allerdings der Meinung, dass die Formulierung zu weit erfasst ist. Insbesondere lit. b) ist sehr weitgehend und offen formuliert und ist deshalb zu streichen. **CSP** et **SOSF** sont d’avis que la liste doit être exhaustive (et, selon **SOSF**, se baser sur des faits et non des présomptions).

Pour **FSA** et **ODAGE**, il s’agit uniquement de combler une lacune formelle.

Ablehnung

Siehe „Allgemeine Ablehnung“.

3.7.3 Art. 81, al. 2, P-LEtr

Zustimmung

Siehe „Allgemeine Zustimmung“.

GE, NW, OW, SPS, CRS, CSP, EKM, FSA, ODAGE, SFH und **UNHCR** befürworten dass Untersuchungshaft und Strafvollzug räumlich getrennt werden.

GE, NW, OW, SPS, CRS, CSP, EKM, FSA, ODAGE, SFH und **UNHCR** sind aber der Meinung, dass die Kantone verpflichtet werden sollten, geeignete Anstalten mit ausreichender Kapazität zu schaffen. Die vorgesehene Ausnahmeklausel, bei Kapazitätsengpässen doch Strafanstalten zu nutzen, birgt die Gefahr, dass sich die Kantone nicht oder unzureichend bemühen werden, separate Einrichtungen zu schaffen.

Ablehnung

Siehe „Allgemeine Ablehnung“.

AG, FR, GL, JU, LU, SG, SO, SZ, TG, ZH, KKJPD, sgv und **VKM** lehnen ebenfalls diese Regelung ab.

Für **AG, JU, SO, SZ** und **VKM** aufgrund der zu weiten und nicht praktikablen Einschränkung. Gemäss **SO**, würde es einen unverhältnismässigen bürokratischen Aufwand generieren und zurzeit wird die Administrativhaft grösstenteils in Untersuchungs- oder Bezirksgefängnissen vollzogen, wo sie vollständig von den anderen Haftregimen getrennt ist. Die Unterbringung mit solchen Gegebenheiten muss weiterhin aufrecht erhalten bleiben. **ZH** und **sgv** bevorzugen die geltende Regelung die eine Zusammenlegung von Administrativhäftlingen mit Personen in Untersuchungshaft oder im Strafvollzug vorübergehend und zur Überbrückung von Engpässen zulässt.

Änderungen

LU regt an, diese Bestimmung offener zu formulieren:

² Die Haft ist grundsätzlich in Haftanstalten zu vollziehen, die ausschliesslich dem Vollzug der Vorbereitungs-, Ausschaffungs- und Durchsuchungshaft dienen. [...].

Gemäss **ZG**, kann mit der vorgeschlagenen Formulierung, dem Anliegen des Gesetzgebers, die ausländerrechtlichen Administrativhaften von den übrigen Haftarten zu trennen, Rechnung getragen werden:

² [...] Soweit dies aus Kapazitätsgründen nicht möglich ist, sind die inhaftierten Ausländerinnen und Ausländer auf gesonderten Abteilungen getrennt von den übrigen Haftregimes in Strafanstalten unterzubringen.

SPS und **SGB** schlagen die folgende Anpassung vor:

² Die Haft ist in Haftanstalten zu vollziehen, die ausschliesslich dem Vollzug der Vorbereitungs-, Ausschaffungs- und Durchsetzungshaft dienen. Die Kantone schaffen dafür geeignete Haftanstalten mit ausreichender Kapazität, notwendigenfalls in interkantonaler Zusammenarbeit. Soweit es aus Kapazitätsgründen in der gesamten Schweiz eine getrennte Inhaftierung nicht möglich ist, können die inhaftierten Ausländerinnen und Ausländer gesondert von Personen in Untersuchungshaft oder im Strafvollzug untergebracht werden.

EKM schlägt vor, statt einer Pflicht vorzusehen, auf die interkantonale Zusammenarbeit zu verweisen:

² Die Haft ist in Haftanstalten zu vollziehen, die ausschliesslich dem Vollzug der Vorbereitungs-, Ausschaffungs- und Durchsetzungshaft dienen. Ist dies aus Kapazitätsgründen nicht möglich, sind vorübergehende Unterbringungsmöglichkeiten in anderen Kantonen zu suchen.

SFH schlägt vor den zweiten Satz zu streichen.

Bemerkungen

Die internationalen Pflichten der Schweiz wurden nie in Frage gestellt.

- *Bis 96 Stunden soll kein Unterschied zwischen Personen in Untersuchungshaft und Strafvollzug gemacht werden*

SG ist der Meinung, dass der Vollzug der Administrativhaft während der ersten 96 Stunden auch in Untersuchungsgefängnissen und Strafvollzugsanstalten möglich sein sollte (verhältnismässig), da eine schweizweite Überprüfung von freien Haftplätzen und die einhergehende Unterbringung von Administrativhäftlingen in entfernten ausserkantonalen Ausschaffungsgefängnissen als unpraktikabel für einen Grenzkanton zu erachten sind. Während der Administrativhaft gilt das Beschleunigungsgebot. Zudem sind in der Regel Zuführungen und Befragungen nötig. Eine ausserkantonale Unterbringung von Administrativhäftlingen ist daher nur sinnvoll, wenn sich der Transportweg nicht über mehrere Stunden erstreckt.

KKJPD und **VKM** sprechen sich dafür aus, dass bei kurzfristigen Inhaftierung bis 96 Stunden keine Unterscheidung zwischen Personen in Untersuchungshaft und Strafvollzug sowie ausländerrechtlicher Haft zu machen ist. Dem Umstand, dass ein Grossteil aller Rückführungen innert 96 Stunden vollzogen werden kann, ist in der Gesetzesanpassung gebührend Rechnung zu tragen.

- *Mehrkosten*

FR, **KKJPD** und **VKM** weisen darauf hin, dass für gewisse Kantone allerdings hohe Kosten entstehen werden, insbesondere in Bezug auf den Betrieb von besonderen Strafvollzugsanstalten. Diese Mehrkosten werden sich in den nächsten Jahren mit der Zentralisierung der regionalen Gefängnisplätze in Folge der Neustrukturierung des Asylbereichs abzeichnen.

- *Weitere Bemerkungen*

Gemäss **GL** wird den Druck zum Bau von speziellen Gefängnissen gemäss neuer Asylpolitik nochmals steigen lassen. Dies dürfte auch Auswirkungen auf die Zulässigkeit der im Kantonsgefängnis Glarus vollziehbaren Administrativhaft haben. GL ist der Meinung, dass sich der erläuternde Bericht darüber aussprechen sollte, inwiefern die Standorte solcher Haftanstalten festgelegt sind und wie allfällige Planungen aussehen.

UNHCR weist darauf hin, dass Haft stets nur *ultima ratio* sein darf, und im Einzelfall notwendig und verhältnismässig sein muss. UNHCR regt daher an, Alternativen zur Haft umfassend und detailliert gesetzlich zu verankern.

3.7.4 Art. 115, al. 4, P-LEtr

Zustimmung

Siehe „Allgemeine Zustimmung“.

AG, GL, JU, LU, SG, SZ, TG, KKJPD und **VKM** befürworten ebenfalls der in dieser Bestimmung vorausgesehene Vorrang. **SZ** stimmt dieser Änderung aus ökonomischen Gründen zu.

Ablehnung

Siehe „Allgemeine Ablehnung“.

GE, NW, OW, UR, ZH, FSA, ODAGE und **SFH** lehnen ebenfalls diese Bestimmung ab.

Änderungen

SO ist der Meinung, dass es darum geht eine Wegweisung konsequent zu vollziehen und dieses nicht mit einem Strafverfahren zu verzögern oder zu verhindern. So erachtet die Formulierung dieser Bestimmung als problematisch und schlägt die folgende Formulierung:

⁴ Bei Ausländerinnen und Ausländern, die rechtswidrig ein- oder ausgereist sind oder die sich rechtswidrig in der Schweiz aufhalten, kann von einer diesbezüglichen Strafverfolgung, der Überweisung an das Gericht oder der Bestrafung abgesehen werden, wenn der Strafvollzug den Vollzug der Wegweisung verzögern oder verhindern würde.

Gemäss **ZG**, sei der Verzicht auf den Vollzug einer Freiheitsstrafe im Gesetz ausdrücklich festzuhalten, da es nicht gleichbedeutend mit der Bestrafung ist.

Bemerkungen

- *Muss-Bestimmung*

GE est d'avis que, selon la Convention contre la traite des êtres humains (art. 26), la loi devrait être contraignante et interdire une poursuite pour infraction à l'article 115 LEtr envers une victime de traite d'êtres humains. Par ailleurs, le nouvel article 115, alinéa 4, devrait également donner la possibilité à l'autorité pénale de renoncer à poursuivre des personnes pour infraction à l'article 115 LEtr si le règlement de leur séjour est en main de l'autorité cantonale compétente en matière de séjour des étrangers. Enfin, GE s'interroge sur la rédaction proposée (« pourra renoncer ») qui ne semble pas s'accorder à la directive sur le retour et à la jurisprudence de la CJUE qui ne permettent pas de latitude de la part des autorités pénales lorsqu'il s'agit d'un séjour irrégulier.

SPS, EKM, SFH, SGB und **SSV** sind der Meinung, dass diese Bestimmung zwingend zu formulieren ist (keine Kann-Bestimmung). **FSA** et **ODAGE** sont également de cet avis puisque, pour respecter les jurisprudences du Tribunal fédéral, le texte de loi ne devrait pas offrir la moindre marge de manœuvre aux autorités de poursuite pénale.

- *Victime selon l'art. 30, al. 1, let. e^{bis}*

Gemäss **EFS, FIZ** und **SFH**, werden Opfer vom Staat vor die Wahl gestellt, entweder die ihnen zustehenden Opferrechte wahrzunehmen und gleichzeitig bestraft zu werden oder aber die Schweiz zu verlassen und somit auf ihre Opferrechte zu verzichten. **FZZ** und **SGB** sind ebenfalls der Meinung, dass Prostituierte in solchen Fällen nicht einer Strafverfolgung ausgesetzt werden dürfen wenn man sie als Opfer besser schützen will. **MD** souligne également le risque d'être poursuivi pénalement.

EFS, FIZ und **SFH**, schlagen die vorliegenden Formulierungen vor (**SGB** nur die erste):

¹ Mit Freiheitsstrafe bis zu einem Jahr oder Geldstrafe wird bestraft, wer:

c. eine nicht bewilligte Erwerbstätigkeit ausübt und nicht unter Art. 30 Abs. 1 Bst. e oder e^{bis} fällt.

ODER, als alternativ:

⁴ Ist ein Wegweisungsverfahren vorgesehen oder hängig, so kann bei Ausländerinnen und Ausländern, die rechtswidrig ein- oder ausgereist sind oder die sich rechtswidrig in der Schweiz aufhalten, von einer Strafverfolgung, der Überweisung an das Gericht oder der Bestrafung abgesehen werden. Finden Art. 30 Absatz 1 Buchstabe e oder e^{bis} AuG (*und, gemäss FIZ, evtl. Bst. d oder Abs. 1bis E-AuG*) Anwendung, ist von der Strafverfolgung, der Überweisung an das Gericht und der Bestrafung in jedem Fall abzusehen.

SKG propose de modifier l'al. 1, let. c et l'al. 4 :

¹ Est puni d'une peine privative de liberté d'un an au plus ou d'une peine pécuniaire quiconque :

c) exerce une activité lucrative sans autorisation, sauf si les conditions visées à l'art. 30, al. 1, let. e ou e^{bis} sont remplies.

⁴ En cas d'exécution immédiate du renvoi ou de l'expulsion, le juge peut renoncer à poursuivre l'étranger sorti ou entré illégalement, à le renvoyer devant le tribunal ou à lui infliger une peine, en particulier si les conditions visées à l'art. 30, al. 1, let. e ou e^{bis} sont remplies.

- *Weitere Bemerkungen*

Gemäss **NW** und **OW**, da ein im Vergleich zur geltenden Regelung noch weitergehender Verzicht auf die Strafverfolgung bzw. Bestrafung bei illegaler Einreise und rechtswidrigem Aufenthalt, insbesondere wenn ein Wegweisungsverfahren lediglich vorgesehen ist, den Unrechtsgehalt der Strafnorm unterminiert. Sollte diese Regelung eingefügt werden, sollte zumindest explizit erwähnt sein, dass der Verzicht auf eine Strafverfolgung nur bei erstmaligem Verstoss möglich ist, da es nicht sein kann, dass eine ausländische Person, die mehrmals illegal in die Schweiz eingereist ist bzw. sich illegal in der Schweiz aufgehalten hat, von einem Verzicht auf Strafverfolgung profitieren kann.

UR ist der Meinung, dass wenn eine illegale Einreise (ohne Asylgesuch) keine strafrechtlichen Folgen hat, wirkt dies wenig abschreckend, es immer wieder zu versuchen und damit die Behörden unnötig zu beschäftigen. Gemäss **ZH** könnte die vorgesehene Formulierung dazu führen, dass illegale Ein- und Ausreise sowie illegaler Aufenthalt nicht mehr strafrechtlich sanktioniert werden. Der geltende Gesetzestext genügt den Anforderungen der Rückführungsrichtlinie und sollte so beibehalten werden.

3.8 Délégation de la compétence décisionnelle aux organes cantonaux ou fédéraux chargés du contrôle à la frontière en cas de refus d'entrée et de renvoi à la frontière extérieure Schengen (art. 65, al. 2 et 2^{bis}, P-LEtr)

Zustimmung

Les cantons **AG, AI, AR, BE, BS, GE, JU, LU, NW, OW, SG, SH, SO, TG, TI** et **VS**, les partis **CVP** et **FDP** ainsi que **EKM, KKJPD, SBV, SGB** et **SSV** soutiennent cette adaptation.

Ablehnung

VD, GPS, SVP, CSP, CRS, FSA, ODAGE, SFH et **SOSF** lehnen diese Änderung ab.

Bemerkungen

- *Rechte der betroffenen Personen*

VD est d'avis que l'effectivité des voies de droit n'est pas garantie car le renvoi est potentiellement exécutable pendant la procédure, voire pendant le délai d'opposition ou le délai de recours et ni le SEM ni le Tribunal administratif fédéral n'ont la possibilité de restituer l'effet suspensif, alors même que la procédure dure peu de temps.

CRS ist der Aufsicht, dass die Erweiterung der Kompetenz zu einer Beschleunigung des Verfahrens unter gleichzeitiger Aufhebung der Garantie auf einen unentgeltlichen Rechtsbeistand führen könnte.

Selon **CSP**, il faudra, si la délégation de compétence est maintenue, envisager plusieurs mesures pour garantir que la décision soit prise dans des conditions correctes et respectueuses du principe de non-refoulement (formation, information des personnes sur la possibilité de déposer une demande d'asile, information sur les possibilités d'opposition puis de recours et mise sur pied d'un mécanisme d'observation) ainsi que fixer des délais d'opposition et de recours plus longs et que ces derniers aient un effet suspensif.

Gemäss **EKM**, sind die Grenzschutzbehörden zu schulen, der schriftliche Entscheid in einer Sprache abzufassen, die die betroffenen Personen verstehen.

Selon **FSA** et **ODAGE**, la délégation de compétence n'apparaît en soit pas excessivement problématique, pour autant que les autorités chargées d'appliquer la loi soient formées à le faire et dispose du soutien juridique nécessaire. En revanche, ces dispositions foulent au pied deux éléments fondamentaux du procès équitable à savoir, le droit d'être entendu dans sa composante de l'exigence de motivation et le droit à un recours effectif.

Gemäss **SFH**, muss immer eine Übersetzung zur Verfügung stehen, die Entscheidung schriftlich und begründet ergehen und ein effektiver Rechtsschutz (tatsächlichen Zugang zu Beratungsmöglichkeiten und zu einer Rechtvertretung) zur Verfügung stehen. Bei der Kompetenz-delegation besteht die Gefahr, dass diese Standards nicht überall eingehalten werden. In der Rückführungsrichtlinie sind zudem besondere Schutzmassnahmen für bestimmte besonders schutzbedürftige Personengruppen Minderjährige, Schwangere, Menschenhandelsopfer vorgesehen.

Gemäss **SOSF**, erleichtert ein Standardformular die schnelle Zurückweisung und widerspricht dem Ziel, unbegründete „spontane“ Aktionen der Grenzbehörden zu verhindern.

- *Ausbildung der für die Grenzkontrolle zuständigen Behörden*

GPS, CRS, CSP, EKM, ODAGE et **FSA** considèrent qu'il est nécessaire que les décisions motivées d'interdiction d'entrée ou de renvoi soient effectuées par du personnel formé et expérimenté.

- *Weitere Bemerkungen*

Gemäss **BS**, ist es im Sinne der Verfahrensökonomie zu prüfen, ob die Verlängerung des Instanzenzugs und damit der Dauer des Verfahrens bei Fällen, in denen in der Regel ein eindeutiger Sachverhalt vorliegt, tatsächlich erwünscht ist.

Selon **GE**, se pose la question de savoir si seul le corps des gardes-frontière pourra prendre une décision d'interdiction d'entrée ou de renvoi ou si cette possibilité pourra être étendue aux polices cantonales. L'opportunité d'une telle compétence étendue aux polices cantonales revêt une dimension politique prépondérante.

sgv erinnert daran, dass eine Einreiseverweigerung gemäss SGK an den Schengen-Aussengrenzen nur mittels einer begründeten Entscheidung erfolgen kann. Zur genauen Angabe der Gründe wird ein Standardformular verwendet. Die Entscheidung wird von einer nach nationalem Recht zuständigen Behörde erlassen (Art. 13 Abs. 2 SGK).

3.9 Prononcé de la mise en détention Dublin (art. 80a, al. 1, let. a, P-LEtr)

Zustimmung

Les cantons **AG, AI, AR, BE, BS, GE, JU, LU, NW, OW, SG, SH, SO, TG, TI, VD** et **VS**, les partis **CVP** et **FDP** ainsi que **FSA, KKJPD, ODAGE, SBV, SFH, sgv, SOSF** et **SSV** soutiennent cette adaptation.

Ablehnung

SVP lehnt diese Änderungen ab.

Gemäss **SVP**, ist Haft für Dublin-Asylanten nur noch bei erheblicher Gefahr des Untertauchens möglich (vgl. BGer 2C_207/2016 vom 2. Mai 2016, E. 4). Für Dublin-Fälle beträgt die absolute Maximal-Haftfrist seither nur noch 3 Monate plus 7 Wochen. Diese Zeit reicht in vielen Fällen nicht aus, um die Überstellungen in das betroffene Dublin-Land zu vollziehen. Bei Unmöglichkeit des Flugantritts aus z.B. gesundheitlichen Gründen, greift die dreimonatige Renitenzhaftverlängerung ohnehin nicht. Die Dublin-Fälle müssen sehr oft, etwa aufgrund des Fristablaufs, vor einer möglichen Ausschaffung wieder freigelassen werden. Oder sie können wegen den strengeren Anforderungen (Passivität bzw. fehlende Kooperation bei der Papierbeschaffung gelten heute, im Gegensatz zu früher, nicht mehr als haftbegründende Untertauchensgefahr) gar nicht erst in Haft genommen werden. Wie die Zahlen zeigen, tauchen viele vom Dublin-Abkommen betroffene Asylbewerber unter. Wenn diese nach 18 Monaten wieder auftauchen, sind es keine Dublin-Fälle mehr. Folglich ist definitiv die Schweiz für die Asyl-Verfahren zuständig. Das Missbrauchspotenzial dieser Neuerungen ist absehbar. Sie sind unzulänglich - egal, welcher Kanton letztlich für die Durchführung verantwortlich ist.

Änderungen

Gemäss **SFH** ist Art. 80a AuG zu ergänzen, damit ein effektiver Zugang zu Rechtsberatung und –vertretung gewährleistet wird. Dasselbe gilt für Art. 80 AuG bezüglich Nicht-Dublin-Fällen.

Bemerkungen

Selon **GE**, l'ouverture d'un centre de renvoi de la Confédération sur son sol impliquera une augmentation du nombre de renvois effectués par la police genevoise, avec les impacts en besoin de ressources qui en découlent.

SO begrüsst die Schaffung dieses Artikels vollumfänglich aufgrund der derzeit noch unklaren Prozesse bezüglich des Rückkehrbereichs im Kontext der Neustrukturierung des Asylbereichs, obschon die Formulierung ohne Bestimmung einer Leitbehörde aus unserer Sicht ein gewisses Risiko für negative Kompetenzkonflikte birgt.

GE, VD, FSA et **ODAGE** constatent que cette adaptation permet de remédier à un oubli dans le projet de restructuration du domaine de l'asile.

3.10 Nouveau système d'information destiné au soutien au retour (art. 109f à 109j P-LEtr)

Zustimmung

Les cantons **AG, AI, AR, BE, BS, GE, JU, LU, NW, OW, SG, SH, SO, TG, TI, UR** et **VS**, les partis **CVP** et **FDP** ainsi que **KKJPD, OIM, SBV, SGB, sgv, SSV** et **VKM** soutiennent cette adaptation.

Gemäss **AG**, **TI** und **OIM** wird mit der Schaffung eines neuen Informationssystems, die Zusammenarbeit und den Informationsaustausch der involvierten Behörden im Rückkehrverfahren verbessert.

Ablehnung

ZH, FR, SVP, FSA, ODAGE und **SOSF** lehnen diese Änderungen ab.

FR ne juge pas pertinent d'ancrer juridiquement la nouvelle banque de données dans la P-LEtr.

ZH erachtet diese grosse Normdichte auf Gesetzesebene als wenig sinnvoll, insbesondere weil Anpassungen schwerfällig und die Regelungen ohnehin nur selten lückenlos sind.

Bemerkungen

Selon **GE** :

- Il serait souhaitable d'avoir confirmation que l'idée du système d'information destiné au soutien au retour est de remplacer les deux applications existantes "AURORA" et "AIDE AU RETOUR INDIVIDUEL" par une seule base de données. S'agissant de l'article 109g, alinéa 2, lettre d, il serait souhaitable de savoir si les viatiques octroyés directement par swissREPAT à l'aéroport sont compris dans la disposition.
- S'agissant des tiers mandatés, au sens de l'article 109h, lettre e, et 109i, il semble important que ceux-ci ne puissent avoir qu'un accès limité en lecture et en écriture au système ADEYIA.
- S'agissant de l'article 109g, al. 2, lettre i, et de l'article 109h, lettres a à c, il serait judicieux que les autorités pénales, qui seront désormais amenées à prononcer des expulsions judiciaires, puissent avoir accès, en écriture et en lecture, au système ADEYIA. Elles pourraient ainsi saisir les décisions pénales rendues à rencontre des étrangers, mais également être renseignées grâce à la base de données, sur les informations pertinentes dans le cadre de l'analyse de risques en lien avec la personne à expulser.
- Enfin, s'agissant du financement du système ADEYIA, il y a lieu de partir du principe qu'une grande partie des données étant reprise directement de SYMIC, pour l'utilisation duquel les cantons contribuent déjà dans une large mesure, il n'y aura pas lieu de prélever des frais supplémentaires auprès des cantons.

NE est d'avis qu'il serait opportun d'accorder l'accès au système d'information (art. 109h LEtr) aux autorités de poursuite pénale (MP) dès lors qu'il est attendu d'eux qu'ils renoncent à la poursuite pénale si une procédure de renvoi est en cours ou est envisagée (art. 115, al. 4, P-LEtr).

Gemäss **SH**, ist Art. 109h E-AuG zu ergänzen damit für Kantone, in denen weder die kantonale Migrationsbehörde noch ein beauftragter Dritter, sondern eine andere kantonale Behörde für die Rückkehrhilfe und -beratung zuständig ist, ein Zugriffsrecht haben:

f. die zuständigen kantonalen Behörden in den Bereichen Rückkehrhilfe und Kostenabrechnung.

Gemäss **ZH**, ist Art. 109h Bst. d zu ergänzen, da im Kanton ZH die Kantonspolizei für die Kontrolle ein- und ausreisender Personen zuständig ist:

d. die für die Grenzkontrolle zuständigen Behörden für die Aufgaben in Zusammenhang mit der Kontrolle von Ausreisen;
--

Selon **FSA** et **ODAGE**, l'intérêt public poursuivi par les articles 109f et suivants du projet, tel que défini à l'article 109f al.1, ne justifie pas de déroger aux principes énumérés à l'article 4

LPD, en particulier son al. 5 *in fine* (l'article 6 de la Convention STE 108 précise que les données relatives à l'origine raciale, les opinions politiques, les convictions religieuses ou autres convictions, ainsi que les données à caractère personnel relatives à la santé ou à la vie sexuelle, soit des données sensibles au sens de l'article 3 let. c LPD, ne peuvent être traitées automatiquement, à moins que le droit interne ne prévoie des garanties appropriées).

Gemäss **AG**, **KKJPD**, **OIM** und **VKM** ist darauf zu achten, dass die Zugriffsrechte auf die unterschiedlichen Systemnutzer ihrem Aufgabenbereich entsprechend auszugestalten sind.

SGB attire l'attention sur le fait que les droits individuels doivent être impérativement respectés lors de la mise en place et du développement de ces systèmes d'informations.

SSV und **VKM** regen an, in Art. 109h und 109i E-AuG, die Formulierung «kantonale» Migrationsbehörden und Polizeibehörden durch «die zuständigen» Migrationsbehörden beziehungsweise Polizeibehörden zu ersetzen. Mit dieser Korrektur wird dem Umstand Rechnung getragen, dass auch kommunale und städtische Behörden gestützt auf entsprechende Gesetzesgrundlagen über originäre kantonale Kompetenzen verfügen und entsprechenden Zugriff auf neue Informationssysteme haben müssen.

KKJPD und **VKM** erscheint als wichtig, dass bei der Anpassung von Bundesapplikationen die Kantone beziehungsweise die zuständigen Behörden, frühzeitig involviert werden und vor der Ausgestaltung von Prozessen und Schnittstellen angehört werden, um den effektiv beabsichtigten Zusatznutzen auch auf Kantons- und Gemeindeebene zu erzielen und, dass schliesslich der Zugriff auf diese Daten einem möglichst breiten Kreis von in Ausländerbelangen tätigen Behörden ermöglicht wird.

3.11 Accès élargis au système central d'information sur les visas Schengen et à ORBIS (art. 109a, al. 2, let. d, et 109c, let. e, P-LEtr)

Zustimmung

Les cantons **AG**, **AI**, **AR**, **BE**, **BS**, **GE**, **JU**, **LU**, **NE**, **NW**, **OW**, **SG**, **SH**, **SO**, **TG**, **TI**, **UR** et **VS**, les partis **CVP** et **FDP** ainsi que **KKJPD**, **SBV**, **sgv** et **SSV** soutiennent cette adaptation.

Ablehnung

SVP und **SOSF** lehnen diese Änderungen ab.

Bemerkungen

GE considère qu'il est nécessaire que la police puisse également accéder à ORBIS.

SG vertreten die Ansicht, dass auch kantonale Migrationsämter Daten des C-VIS abfragen können und daher in Art. 109a Abs. 2 E-AuG aufgeführt werden sollen.

Gemäss **SOSF** zielt der erweiterte Zugriff auf das VIS und auf ORBIS vor allem darauf ab, die beiden Systeme, die eigentlich der Visumsvergabe dienen sollen, in der täglichen Kontrollpraxis der Polizeibehörden zu nutzen.

Gemäss **SSV**, entspricht die Möglichkeit für kommunalen Polizeibehörden Daten auf C-VIS online abfragen zu können einem Anliegen, welches der Städteverband gegenüber dem SEM bereits in der Vernehmlassung 2013 zum Visa-Informationssystem-Verordnung (VISV) eingebracht hatte.

3.12 Accès de Fedpol au système ISR (art. 111, al. 5, let. f, P-LEtr)

Zustimmung

Les cantons AG, AI, AR, BE, BS, GE, JU, LU, NW, OW, SG, SH, SO, TG, TI, UR et **VS**, les partis **CVP** et **FDP** ainsi que **KKJPD**, **SBV**, **sgv** et **SSV** soutiennent cette adaptation.

Ablehnung

SVP lehnt diese Änderungen ab.

3.13 Accès en ligne de Fedpol au système API et élargissement, sur demande des autorités concernées, de l'obligation des entreprises de transport aérien de communiquer des données personnelles pour certains vols

Zustimmung

Les cantons **AG**, **AI**, **AR**, **BE**, **BS**, **GE**, **JU**, **LU**, **NE**, **NW**, **OW**, **SG**, **SH**, **SO**, **TG**, **TI**, **UR**, **VS** et **ZH**, les partis **CVP** et **FDP** ainsi que **FER**, **KKJPD**, **SBV**, **sgv** et **SSV**, soutiennent cette adaptation.

Ablehnung

SVP, **DG**, **FSA**, **grundrechte.ch**, **ODAGE** und **SOSF** lehnen diese Änderungen ab.

Bemerkungen

- *Art. 104, al. 1 à 1^{ter}, P-LEtr*

Gemäss **ZH** sollte Abs. 1^{bis} ergänzt werden, sodass auch die kantonalen Strafverfolgungsbehörden beim SEM ein Gesuch stellen können, die Meldepflicht im Sinne von Abs. 1 einzufordern.

Selon **FSA** et **ODAGE**, ces dispositions ne respectent pas les exigences posées par les conventions et la jurisprudence internationales, à tout le moins, concernant « la portée et le mode d'exercice du pouvoir discrétionnaire conféré aux autorités ».

- *Art. 104a, al. 1, 1^{bis}, 3 et 3^{bis}, P-LEtr*

FER est d'avis que, aux alinéas 1^{bis} et 3, il soit précisé « art. 104a, al. 4 » au lieu de seulement « al. 4 ».

Selon **FSA** et **ODAGE**, il conviendrait de préciser qu'il est interdit aux autorités d'effectuer une copie, respectivement d'importer les informations consultées dans leurs propres fichiers. De plus, des conditions devraient également être insérées dans l'article 104 al.1 du projet.

- *Art. 104b P-LEtr*

Selon **FSA** et **ODAGE**, la transmission automatique sous forme électronique de l'ensemble des données prévues à l'article 104 al. 3 LEtr, contenues dans le système API, paraît disproportionnée ; en effet, la nécessité de transmettre automatiquement un ensemble de données, sans sélection préalable ni égard aux fonctions assumées par le SRC, telles que rappelées, notamment, par l'article 104 al. 1 let. b du projet et l'article 104a al. 1 let. c du projet.

- *Weitere Bemerkungen*

Selon **GE**, les polices cantonales devraient elles aussi bénéficier d'un tel accès dans une perspective d'efficacité maximale de la prévention contre la criminalité internationale.

NE estime que, en cette matière, la collaboration et la communication entre les différents offices fédéraux compétents (SEM, Fedpol, SRC, etc.) devraient être améliorées.

Gemäss **DG** und **grundrechte.ch**, stellt weder das AuG noch die BV eine Grundlage zur Erfassung der API-Daten von Schweizer Bürgern dar. Es ist daher auf diese Bestimmungen zu verzichten.

Gemäss **SOSF**, ist der Abgleich von API-Daten mit dem Fahndungssystem RIPOL, dem Schengener Informationssystem und der Interpol-Datenbank SLTD für polizeiliche Zwecke ausreichend. Was die Daten von gegebenenfalls einreisenden AusländerInnen betrifft, so besteht für die hier in Frage kommenden Staaten eine Visumspflicht. Das bedeutet auch, dass der NDB im Rahmen des Konsultationsverfahrens ohnehin Zugang zu den Daten des VIS erhält und gegebenenfalls die Visumsvergabe blockieren kann.

3.14 Vidéosurveillance (art. 102f P-LAsi)

Zustimmung

Les cantons **AG, AI, AR, BE, BS, GE, JU, LU, NW, OW, SG, SH, SO, TG, TI** et **VS**, les partis **CVP** et **FDP** ainsi que **KKJPD, SBV** et **SSV** soutiennent cette adaptation.

Ablehnung

FR, GPS, SVP, CRS, FSA, grundrechte.ch, ODAGE und **SOSF** lehnen diese Änderung ab.

FR craint qu'en mettant un fort accent sur des moyens techniques tels que la vidéosurveillance pour régler la question complexe de la sécurité, cette vision crée des nouveaux défis et démantèle le dispositif basé sur l'accompagnement, la mise en réseau et le soutien des personnes fragilisées.

Selon **FSA** et **ODAGE**, cette disposition ne respecte pas les exigences en matière de droits fondamentaux. L'exploitation d'appareils de surveillance à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments gérés par le SEM apparaît comme étant une mesure disproportionnée, l'intérêt public ne paraissant pas suffisant au vu de la gravité de l'atteinte à la vie privée des individus concernés.

Bemerkungen

- *Privatsphäre*

Gemäss **SZ** ist dem Arbeitnehmerschutz Nachachtung zu verschaffen. Insbesondere ist die ArGV 3 zu beachten.

CRS ist der Meinung, dass die Videoüberwachung einen unnötigen Eingriff in die Privatsphäre und eine Gefährdung der Unschuldsvermutung von Mitarbeitenden der EVZ und von Asylsuchenden gemäss Bundesverfassung und EMRK darstellt.

Gemäss **grundrechte.ch** und **SOSF**, muss das Gesetz die Überwachung - wenn überhaupt - auf wenige Bereiche (z.B. Eingangsbereich) eingrenzen und sicherstellen, dass die Privatsphäre von allen Betroffenen gewahrt bleibt.

- *Proportionnalité*

Gemäss **CSP**, könnte die Sicherheit mit andere Massnahmen nachhaltiger garantiert werden.

Selon **FSA** et **ODAGE**, d'autres mesures de sécurité tout aussi dissuasives que la vidéo-surveillance pourraient être mises en œuvre, à l'instar d'un dispositif comportant la présence d'agents de sécurité ou une présence policière.

- *Aufbewahrungsfrist*

AG schlägt vor, dass die Aufbewahrungsfrist analog der Aufbewahrungsfrist im Bundesgesetz betreffend die Überwachung des Post- und Fernmeldeverkehrs (BÜPF) auf 6 Monate zu verlängern.

Gemäss **SO**, scheint die Aufbewahrungsdauer von vier Monaten sehr lang. Diese Frist ist nochmals zu überdenken, zumal die Strafantragsfrist nur drei Monate beträgt.

GPS, grundrechte.ch, SOSF, considère que la conservation d'enregistrements sonores et visuels durant une période de 4 mois est fortement disproportionnée au vu des objectifs visés.

- *Weitere Bemerkungen*

SO beantragt, dass die Rechtsnorm für den generellen Einsatz von Videoübertragungssystemen im Ausländer- und Asylgesetz (auch Videobefragung genannt) geschaffen wird.

Gemäss **SOSF**, darf der Zugriff der Strafverfolgungsbehörden auf die Aufzeichnungen nicht anlasslos erfolgen, sondern nur, wenn es zu Strafanzeigen kommt. Auch Asylsuchende haben ein Recht auf informationelle Selbstbestimmung.

3.15 Introduction de données sensibles numérisées dans SYMIC

Zustimmung

Les cantons AG, AI, AR, BE, BS, GE, JU, LU, NW, OW, SG, SH, SO, TG, TI, UR et VS, les partis **CVP** et **FDP** ainsi que **KKJPD, SBV, SSV** et **VKM** soutiennent ces adaptations.

VKM beantragt, die Regelung auf alle Bereiche der Migration auszudehnen.

Ablehnung

SVP und **SOSF** lehnen diese Änderungen ab.

Bemerkungen

- *Art. 4, al. 1, let. e, P-LDEA*

Selon **GE**, il serait souhaitable de savoir à quel moment de la procédure les renseignements sonores auront lieu (au moment du dépôt de la demande ou au moment de la procédure de renvoi ?) et sur quel support ils seront enregistrés.

- *Art. 7b P-LDEA*

Gemäss **AG, SSV** und **VKM** muss der Zugriff auf die Daten zwecks Identifikation von Personen nicht nur den kantonalen, sondern auch den kommunalen Polizeibehörden möglich sein.

3.16 Communication de données aux autorités migratoires

3.16.1 Appréciation générale

Allgemeine Zustimmung

Les cantons AG, AI, AR, BE, BS, GE, JU, LU, NE, NW, OW, SG, SH, SO, TG, TI, UR, VD, VS et ZG, les partis **CVP** et **FDP** ainsi que **KKJPD, SBV, SSV** et **VKM** soutiennent cette adaptation.

Allgemeine Ablehnung

FR, SVP und SOSF lehnen diese Änderungen ab.

Selon **FR**, une communication automatique de données partiellement insignifiante pour les autorités migratoires peut paraître disproportionnée.

3.16.2 Art. 97, al. 3, let. f, P-LEtr

Zustimmung

Siehe „Allgemeine Zustimmung“.

SZ begrüsst ebenfalls diese Änderung.

Ablehnung

Siehe „Allgemeine Ablehnung“.

AveS rejette également cette modification.

AveS est d'avis que cette transmission automatique augmente les barrières qui conduisent les personnes à chercher un soutien de manière volontaire auprès des autorités de protection de l'enfant et de l'adulte.

Bemerkungen

AG regt aber an, dass bei der Umsetzung im Verordnungsrecht genau geprüft wird, welche Vorgänge tatsächlich Auswirkungen auf das Anwesenheitsrecht haben können und die meldepflichtigen Massnahmen entsprechend darauf beschränkt.

NW und **OW** regen an, den Art. 97 E-AuG mit einer weiteren Bestimmung zu ergänzen, welcher die unaufgeforderte Datenbekanntgabe für Staatsanwaltschaften, Zwangsmassnahmengerichte und Strafvollzugsbehörden regelt.

3.16.3 Art. 50a, al. 1, let. e, ch. 8, P-LAVS

Zustimmung

Siehe „Allgemeine Zustimmung“.

KKAK unterstützt ebenfalls diese Regelung.

Ablehnung

Siehe „Allgemeine Ablehnung“.

CP rejette également cette disposition.

CP est d'avis que cette communication ouvrirait une nouvelle brèche dans le secret de l'AVS. En effet, s'il s'agit uniquement de vérifier que le requérant dispose des moyens nécessaires à la délivrance d'une autorisation, il ne devrait logiquement pas être difficile d'obtenir son consentement à la transmission des données requises). A cela s'ajoute que la disposition légale envisagée ne limite pas les données visées aux seules rentes et prestations complémentaires (cf. remarque TG ci-dessous).

Änderungen

AG erachtet allerdings, dass die vorgeschlagene Bestimmung im Hinblick auf datenschutzrechtliche Grundsätze des Verhältnismässigkeitsprinzips und des Zweckbindungsgebots zu wenig bestimmt weil die betroffenen Daten nicht definiert werden:

e. im Einzelfall und auf schriftlich begründetes Gesuch hin:

8. den Ausländerbehörden nach Artikel 97 Absatz 1 des Ausländergesetzes vom 16. Dezember 2005 (AuG), wenn die Daten für die Anwendung des Ausländergesetzes erforderlich sind.

Bemerkungen

Selon **GE**, il est primordial que les informations qui pourront être transmises aux autorités migratoires ne se limitent pas à la seule question des rentes AVS/AI et des prestations complémentaires, tel que cela semble ressortir du rapport explicatif. En effet, dans certains dossiers (surtout ceux des UE/AELE), il est impératif de savoir si une demande d'AI est en cours et surtout, de pouvoir recevoir, si ce n'est le questionnaire de demande d'AI déposé par l'étranger, au moins copie de la décision rendue par l'office AI. Les données qui y figurent sont souvent déterminantes pour la prise de décision en droit des étrangers, particulièrement dans le cadre des ressortissants UE/AELE qui peuvent potentiellement faire valoir un droit de demeurer.

Gemäss **SO** ist ausgehend vom genauen Wortlaut von Art. 50a Abs. 1 lit. e Ziff. 8 E-AHVG gewährleistet, dass nicht nur die Auszahlung von Renten abgefragt werden darf, sondern sämtliche, bei den Sozialversicherungsbehörden vorhandenen Daten den Migrationsbehörden bekannt gegeben werden müssen.

TG schlägt im Interesse der Rechtssicherheit vor, dass die Einschränkung auf AHV-, IV- und EL-Renten – sofern sie gewollt ist – im neuen Gesetzestext Eingang findet.

Gemäss **KKAK**, wäre die Mitgabe der AHV-Versichertennummer eine Verbesserung für eine eindeutige Identifizierung, da eine beidseitige Meldepflicht vorgesehen ist. Um den Informationsfluss nicht nur für die Migrationsbehörden und EL-Durchführungsstellen zu verbessern, unterbreitet die KKAK den Vorschlag zu, die AHV-Versichertennummer in den Ausländerausweisen aufzudrucken.

Gemäss **SSV**, sollte die gesetzliche Regelung so gestaltet werden, dass erwerbstätige Sans-Papiers weiterhin Sozialversicherungsbeiträge zahlen können, ohne dadurch Massnahmen der Ausländerbehörden gewärtigen zu müssen.

VKM regt an, dass auch die Amtshilfe der Sozialversicherungsanstalten verankert wird.

3.17 Autres remarques

3.17.1 Conséquences financières

BE ist der Meinung, dass die beiden letzten Sätze in Ziffer 3.2.3 widersprüchlich sind. Wird zunächst davon gesprochen, dass der Bund die Kosten für die Datenanbindung der künftigen Zentren des Bundes an das gesicherte SSO-Portal übernimmt, so wird im darauffolgenden Satz erwähnt, dass die Kantone diese Kosten selber übernehmen. **BE** ist der Ansicht, dass der Bund die Ausführungen nochmals prüft und allenfalls darlegt, wie hoch die geschätzten Kosten für die Kantone ausfallen. Schliesslich ist gestützt auf die Ausführungen unter Ziff. 3.2.4 nicht klar, ob die Kantone betreffend die Projektkosten, die für die Informatikentwicklungen des Systems ZEMIS erhoben werden, künftig mit Mehrkosten rechnen müssen und in welcher Höhe sich gegebenenfalls diese Kosten bewegen.

SSV befürchtet, dass die Umsetzung der Gesetzesrevision beziehungsweise die Anwendung der neuen Bestimmungen mit einem zusätzlichen Ressourcenbedarf verbunden sein wird.

3.17.2 Ausschaffungsinitiative

ZH ist der Meinung, dass im Rahmen dieser AuG-Revision Art. 61 Abs. 1 Bst. f AuG aufzuheben ist, und für die nicht obligatorische Landesverweisung der gleiche Erlöschensgrund wie bei der obligatorischen Landesverweisung vorzusehen ist.

3.17.3 Art. 64c LEtr

GPS, SPS, OSAR, EKM und **SFH**, considèrent que cet article doit être supprimé. Selon la directive sur le retour, la décision de renvoi doit être écrite et motivée (art. 12).

3.17.4 Art. 74 LEtr

SPS sieht Präzisierungsbedarf bei Art. 74 AuG. Die Voraussetzungen für die Anordnung einer Eingrenzung sind unklar und führen zu sehr unterschiedlichen kantonalen Praxen, was unter dem Gesichtswinkel der Rechtsgleichheit problematisch ist. Insbesondere Art. 74 Abs. 1 lit. b AuG erscheint zu offen formuliert. Es müsste klarer festgeschrieben werden, was genau die "Anzeichen" sind, dass die betroffene Person nicht innerhalb der Ausreisefrist ausreisen wird. Da dies schwierig ist, plädiert die SP dafür Art. 74 Abs. 1 lit. b AuG gleich ganz zu streichen. Auch eine Befristung müsste dringend ins Gesetz aufgenommen werden sowie die Möglichkeit der vollständigen oder temporären Aufhebung einer Ein- und Ausgrenzung.

3.17.5 Art. 9 LDEA

SG regt an, Art. 9 Abs. 1 Bst. a BGIAA zu ergänzen, dass auch die kantonalen Staatsanwaltschaften direkten Zugriff auf das ZEMIS erhalten.

3.17.6 Anpassungen und Neuschaffung von Informationssystemen

Ein paar Teilnehmern (z.B. **SFH**) sind der Meinung, dass nur Regelungen eingeführt werden sollten, die vom Eidgenössischen Datenschutz- und Öffentlichkeitsbeauftragten (EDÖB) geprüft, beurteilt und gutgeheissen worden sind.

Pour **sgv**, il est exclu que la mise en place et le développement de ces systèmes d'informations puissent servir à créer une « super banque de données fouineuse ». Les droits individuels doivent être impérativement respectés.

3.17.7 Menschen mit Behinderungen (STN **Inclusion Handicap**)

Art. 57a E-AuG

Als Folge der UNO-BRK, von Art. 8 Abs. 2 und 4 BV sowie von Art. 8 lit. b und c WeBiG ist sicherzustellen, dass im Bereich der Weiterbildung auch Menschen mit Behinderungen Massnahmen zur Integration von Ausländerinnen und Ausländern in Anspruch nehmen können.

Vorschlag Ergänzung Abs. 1:

¹ [...] Es trägt dabei den besonderen Bedürfnissen von Ausländerinnen und Ausländern mit Behinderungen Rechnung. E-AuG

Art. 65 Abs. 2 und 2^{bis}

Art. 13 UNO-BRK, die verfassungsrechtlichen Verfahrensgarantien (Art. 29-32), Art. 8 Abs. 4 BV sowie Art. 14 Behindertengleichstellungsgesetz (BehiG; SR 151.3) verlangen, dass die Bedürfnisse von Menschen mit Behinderungen bei der Ausgestaltung eines Verfahrens berücksichtigt werden.

Die Notwendigkeit einer spezifischen Klausel zwecks Berücksichtigung der besonderen Bedürfnisse von Menschen mit Behinderungen ist zu prüfen.

Art. 81 Abs. 3 AuG

Das Verfahren betreffend Zwangsmassnahmen nach AuG sollte den Anforderungen der UNO-BRK (Art. 15), der EMRK (Art. 3) sowie von Art. 8 Abs. 2 und 10 Abs. 3 BV entsprechen:

³ Den Bedürfnissen von Schutzbedürftigen, unbegleiteten Minderjährigen und Familien mit Minderjährigen *sowie den Bedürfnissen von Menschen mit Behinderungen.*

Art. 62 lit. e und 63 Abs. 1 lit. c

Inclusion Handicap schlägt vor, der Grundsatz in Art. 62 und 63 zu verankern, wonach die Behinderung einer Person im Zusammenhang mit dem Kriterium der Sozialhilfeabhängigkeit zu berücksichtigen ist.

3.17.8 Art. 50 LEtr

SKG est d'avis que cette disposition est appliquée de manière très stricte par les autorités cantonales, ce qui rend souvent nulle la protection de ces victimes. SKG propose la modification suivante :

¹ Après dissolution de la famille, le droit du conjoint et des enfants à l'octroi d'une autorisation de séjour et à la prolongation de sa durée de validité en vertu des art. 42 et 43 subsiste dans l'un des ~~les~~ cas suivants:

- a. l'union conjugale a duré au moins trois ans et l'intégration est réussie; ou
- b. la poursuite du séjour en Suisse s'impose pour des raisons personnelles majeures.

3.17.9 Art. 109a, al. 3, let. d LEtr

SSV stellt diese Regelung in Frage, wonach lediglich die Stadtpolizeien Zürich, Winterthur, Chiasso und Lugano über den zusätzlichen Informationskanal verfügen und beantragt, diese Bestimmung offener zu formulieren (keine starre Liste), sodass künftig alle kommunalen Polizeibehörden insbesondere der grösseren Städte mit den notwendigen Daten versorgt werden können.